L'émergence des études urbaines au Liban Engagements critiques locaux et mondialisation des pratiques académiques

Éric Verdeil

▶ **To cite this version:**

Éric Verdeil. L'émergence des études urbaines au Liban Engagements critiques locaux et mondialisation des pratiques académiques. 2019. hal-03456019

HAL Id: hal-03456019

https://sciencespo.hal.science/hal-03456019

Preprint submitted on 29 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cities are back in town *working papers*

No. 02/2019

L'émergence des études urbaines au Liban

Engagements critiques locaux et mondialisation des pratiques académiques

Eric Verdeil

SciencesPo

Eric Verdeil
L'émergence des études urbaines au Liban.
Engagements critiques locaux et mondialisation des pratiques académiques

Cities are back in town Working Paper 02/2019
Sciences Po Urban School
December 2019

© 2019 by the author(s)

About the author

Eric Verdeil is Professor of geography at Sciences Po. He is a member of the Center for International Studies (CERI) and teaches at the Urban School.

Personal page and list of publications: http://www.sciencespo.fr/ceri/en/cerispire-user/17642/17649

E-mail: eric.verdeil@sciencespo.fr

Editor of the Working Papers series (2019): Bruno Cousin (Sciences Po, CEE)

Downloads

http://blogs.sciences-po.fr/recherche-villes/

and go to "Les cahiers de recherche"

L’émergence des études urbaines au Liban

Engagements critiques locaux et mondialisation des pratiques académiques

par Eric Verdeil

Résumé – L’émergence et la structuration des études urbaines constituent des modifications parmi les plus frappantes au sein des sciences sociales au Liban depuis la fin de la guerre civile. Cela renvoie à la fois à une actualité sociale et politique, celle de la reconstruction et de la modernisation des villes dans les trente dernières années. Mais cela est également lié à des mutations du milieu universitaire lui-même et en particulier aux formes de son insertion internationale. En ce sens, la montée des études urbaines au Liban est intéressante à étudier dans une perspective comparée, prenant en compte les spécificités des études urbaines, notamment la tension entre structuration académique et lien avec l’action publique, et les renouvellements à l’échelle globale, liés à la montée des problématiques des villes du Sud. Ce texte pose d’abord un cadre d’analyse des études urbaines pour un pays du Sud, avant de développer trois grands résultats : l’histoire de l’émergence des études urbaines au Liban accompagne des mobilisations d’intellectuel.le.s et d’universitaires contre les politiques publiques de reconstruction et d’aménagement urbain. Les études urbaines se structurent dans un espace académique qui est celui de l’urbanisme, étroitement liée au Liban aux facultés d’architecture. Ces foyers des études urbaines sont inégalement dotés pour prendre place dans l’espace académique international. L’Université Américaine de Beyrouth se distingue sur ce plan. L’État et les acteurs publics locaux jouent un rôle mineur dans la structuration des études urbaines mais des formes de co-production de données et de savoirs pratiques associant universitaires, consultants et administrations sont néanmoins observables. Enfin, le développement des études urbaines est indissociable du militantisme urbain qui conduit à l’adoption de nouvelles pratiques de coproduction de savoirs avec les habitants et de nouvelles formes de diffusion, qu’il est loisible de comprendre comme des pratiques de traduction entre différents publics, comme l’ont proposé à propos de l’Afrique du Sud Susan Parnell et Edgar Pieterse.

The rise of urban studies in Lebanon: local critical engagements and globalisation of academic practices

Abstract – The emergence and the structuration of urban studies constitutes one of the most striking change in the social sciences in Lebanon since the end of the civil war. This relates to the social and political context, that of reconstruction and urban modernisation in the last 30 years. But it is also linked to the changes affecting the academia and in particular its international insertion. Therefore, it is interesting to examine urban studies in Lebanon in a comparative perspective. On the one side, I take stock of the acknowledged specificities of urban studies, in particular the tension between academic structuration and links with policies. On the other side, it is necessary to account for the global reshuffling of this field, with the rise of questions stemming from Southern cities. This text starts by proposing an analytical framework pour studying urban studies in a country of the South; then it develops three main findings. First, the emergence of urban studies in Lebanon directly accompanied the mobilisations of intellectuals and scholars against the government’s urban policies of reconstruction and planning. Second, the structuration of urban studies is occurring foremost in the academic sphere of urban planning, which is located inside the faculties of architecture. These places have access to uneven resources to access the international debates and the American University of Beirut stands out from this point of view. The state and local public actors played a minor role in the structuring of urban studies but there are various forms of coproduction of urban data and knowledge that associates academics, consultants and administrations. The rise of urban studies also strongly results from the development urban activism, particularly in the recent years. This has led to the adoption of new practices of coproduction of knowledge with the residents, as well as of now forms of dissemination to the public. The framework of “translational urban praxis” Susann Parnell and Edgar Pieterse proposed for South Africa helps to understand these new practices of translation between different social groups and publics.

Introduction

L'une des transformations les plus frappantes du champ des sciences sociales au Liban depuis la fin de la guerre civile est la visibilité de la recherche urbaine (ou des études urbaines). L'essor de cette recherche est porté par la problématique de la reconstruction des années 1990, puis de toute une série d'autres controverses publiques (reconstruction de 2006, occupation illégale du littoral, problèmes environnementaux comme la crise des déchets de 2015), qui suscitent la production de nombreux travaux. Alors que les producteurs de ce savoir sur la ville, en même temps qu'animateurs de ces débats, étaient dans un premier temps surtout des professionnels, notamment des architectes, la dynamique de production de savoirs sur la ville au Liban bénéficie à partir de la fin des années 1990 de l'émergence de formations universitaires en urbanisme, ce qui recouvre une certaine diversité de disciplines. Il en résulte un élargissement du nombre des chercheurs et une diversification des travaux sur le plan thématique et géographique. L'ancrage de la recherche urbaine s'effectue aussi à la faveur d'une transformation de l'action publique dans le domaine de l'urbanisme et de l'aménagement, avec notamment le rôle accru des municipalités et plus généralement de nouvelles formes d'action publique locale, tandis que, du côté du gouvernement, les études d'aménagement du territoire se traduisent par une production de savoir qui contribue aussi à structurer le milieu.

Ces dynamiques qui contribuent à l'émergence des études urbaines au Liban sont intéressantes à mettre en regard avec celles que connaissent d'autres champs des sciences sociales au Liban. Toutefois, elles présentent aussi un intérêt au regard de débats académiques et professionnels au sujet de la structuration du champ des études urbaines dans une perspective comparative, et plus largement de la construction des sciences sociales non seulement dans les pays arabes mais aussi les pays dits du Sud (*Global South*). Passer en revue les questions saillantes au sein de ces débats permet d'identifier des critères d'analyse pour rendre compte de l'émergence et de la structuration des études urbaines au Liban, ce qui sera l'objet d'une première section de ce papier. J'identifierai ensuite quatre modalités de structuration de cet espace des études urbaines au Liban. La constitution d'un espace de débat et de connaissance sur la question urbaine au Liban résulte d'abord, à partir de la fin des années 1980 et au début des années 1990, d'un effort de réflexivité face aux ruptures et aux destructions de la guerre, ainsi qu'en réponse aux premiers projets de reconstruction. Le deuxième élément majeur de structuration est la création de départements universitaires d'enseignement et de recherche dédiés à la ville, et plus précisément à l'urbanisme, à partir du milieu des années 1990. La transformation de l'action publique dans le domaine de l'urbanisme et plus largement dans la gestion urbaine, qu'elle soit le fait du gouvernement, des municipalités ou d'autres d'acteurs impliquées, créé par ailleurs une demande et des outils de savoir sur la ville au Liban, surtout à partir des années 2000. Un dernier élément, qui est commun à de nombreux autres cas, tient à la manière dont les controverses qui se succèdent au sujet de l'aménagement et de la gestion urbaine, et en particulier les pratiques militantes qu'elles donnent à voir, contribuent à l'émergence de savoirs urbains alternatifs, à la fois dans leur mode de production, dans leur destination et dans les formes que prend ce savoir.

Ce travail résulte du rassemblement et de la consultation de trois types de sources : d'une part, un retour réflexif sur mes propres travaux, notamment consacrés à la reconstruction et aux milieux professionnels de l'urbanisme ainsi que, plus généralement, sur ma participation aux débats scientifiques sur la ville au Liban depuis le milieu des années 1990, notamment à l'institut d'urbanisme de l'ALBA (1996-97) et au CERMOC/IFPO, en tant que responsable de

l'Observatoire urbain au sein de ce centre (2000-2003). En second lieu, j'ai mené une dizaine d'entretiens avec des observateurs et acteurs du champ des études urbaines, sélectionnés pour représenter une diversité de positions sociales, en termes professionnels (praticiens, universitaires, militants), de rattachement institutionnel (AUB, ALBA, UL) et de générations (pionniers, chercheurs confirmés, chercheurs-praticiens plus jeunes). Ces entretiens, centrés sur les trajectoires individuelles, les pratiques de recherche et les logiques d'institutionnalisation de ces recherches, sont complétés par des données qualitatives et quantitatives sur les productions scientifiques et académiques au sein des institutions considérées, qui sont restituées sous formes de tableaux et d'encadrés. Ce travail mériterait sans doute quelques compléments d'investigation qu'il n'a pas possible d'entreprendre jusqu'à présent[1].

1. La question de l'émergence des études urbaines dans un pays du Sud : enjeux et critères d'analyse

Je propose d'inscrire cette analyse de l'émergence des études urbaines au Liban à la confluence de trois questionnements scientifiques. Le premier renvoie à la difficulté d'identifier, épistémologiquement et institutionnellement, un domaine des études urbaines. Le second, faisant droit à la critique postcoloniale des études urbaines, invite à replacer les paradigmes dominants de ce champ dans une perspective relationnelle, donc dans une analyse des circulations et des ancrages des paradigmes et des chercheurs. Le troisième s'attache à l'explicitation des tensions propres à la pratique des sciences sociales dans les pays du Sud, entre une injonction à la globalisation et une nécessaire inscription locale. Les savoirs liés à la ville sont particulièrement illustratifs de cette tension entre recherche « pure » et recherche « utile » ou appliquée. L'examen de ces débats permet d'identifier une série de critères à même de structurer l'analyse pour lui donner sens non seulement dans le contexte libanais, dans une perspective de comparaison avec les autres disciplines des sciences sociales, mais aussi par rapport à la constitution des études urbaines au plan international.

1.1 Les tensions spécifiques au champ des études urbaines

L'historien Stéphane Van Damme identifie plusieurs tensions propres à la recherche urbaine en France dans un dossier collectif intitulé « Discipliner la ville. L'émergence des savoirs urbains (XVIIe-XXe s.) », centré sur le cas français (Van Damme 2005), dont deux sont particulièrement utiles pour cette analyse.

Il note d'abord la « faible disciplinarisation » de cette recherche sur la ville, au sens où les savoirs produits autour de l'objet ville résistent à leur intégration dans une discipline unifiée et au contraire, perpétuent les allégeances et les divisions disciplinaires existantes. Ainsi parle-t-on de sociologie urbaine, anthropologie urbaine, géographie urbaine, histoire urbaine (Voir l'ouvrage *La ville et l'urbain. L'état des savoirs* : Paquot, Lussault et Body-Gendrot (dir.) 2000). Cette tension entre unification et institutionnalisation d'un champ de la recherche urbaine et fragmentation disciplinaire est une constante dans tous les contextes. Toutefois, l'autonomisation des *urban studies* semble plus marquée dans les pays anglophones, comme en témoigne l'existence ancienne de revues spécifiques comme *Urban Studies* ou

[1] Les résultats rassemblés dans ce document de travail ont vocation à être publiés sous une forme synthétique dans l'ouvrage en cours d'édition sous la direction de Candice Raymond, Myriam Catusse et Sari Hanafi en conclusion du projet Le Liban au miroir des sciences sociales. Qu'ils soient remerciés de leurs suggestions et encouragements au long de la préparation de cette recherche.

l'*International Journal for Urban and Regional Research,* ou encore d'ouvrages de synthèse. Il existe une relative unité paradigmatique par-delà les spécificités disciplinaires (*urban geography, urban sociology, urban anthropology*). Mais la question de la légitimité d'un espace spécifique d'étude est aussi débattue dans le monde anglophone (Zukin 2011; Topalov 2008). Parler d'une discipline urbaine constituée et institutionnalisée, à travers des départements spécifiques et un marché académique autonomisé dans les universités anglaises ou américaines, ne correspond pas à la réalité, même si aux Etats-Unis et au Canada, il existe des départements ou des programmes d'*urban studies*.

En tout état de cause, la structuration de la recherche urbaine varie dans ses formes d'institutionnalisation comme de ses paradigmes analytiques d'un pays à l'autre. Par exemple, les questions raciales et ethniques sont beaucoup plus présentes dans les *urban studies* américaines que dans le champ correspondant en France. Inversement, on observe en France un rôle structurant de la commande publique dans l'étude de l'objet urbain, en particulier en sociologie (voir l'ensemble du dossier de *Métropolitiques* réuni par Collet et Simay 2013). Le degré d'autonomie et les spécificités thématiques et socio-politiques des études urbaines dans l'espace académique sont donc des indicateurs pertinents pour situer le Liban dans une configuration plus générale.

La question de l'instrumentation des savoirs urbains au service de l'action publique constitue une deuxième ligne de réflexion (Van Damme 2005). Loin d'être un monopole des savants ou des universitaires, la production des savoirs urbains est historiquement diverse et les praticiens et les institutions de gouvernement n'ont eu de cesse de construire des savoirs visant à guider ou rationaliser leur action. Dans le cas français, on peut penser aux enquêtes sociales menées par les médecins hygiénistes, au XIXe siècle ou encore aux tentatives de structurer une science communale, ou une science du génie urbain au cours du XXe siècle. L'enrôlement des sciences sociales au service de la planification urbaine, dans la deuxième moitié du XXe, correspond aussi à ce modèle d'une instrumentation des sciences sociales. Cette tension structurelle propres aux études sur la ville se retrouve au cœur des institutions de formation à l'urbanisme, où les étudiants doivent être formés d'un côté à l'analyse de l'urbain (sciences sociales) tout en étant capables de concevoir des projets et conduire l'action, ce qui met en avant des savoirs propres à l'architecture, l'ingénierie, la conduite de projets, etc. L'analyse de l'articulation des disciplines dans les études sur la ville et de l'équilibre entre savoir et action constitue un autre élément essentiel de l'analyse, à quoi doit s'ajouter la prise en compte des productions de savoir résultant de mobilisations professionnelles et administratives plus qu'académiques. Du reste, sur un plan purement terminologique, il faut signaler que dans le contexte français, l'étiquette « études urbaines » est habituellement utilisée pour décrire ces savoirs appliqués, par opposition au champ de la recherche urbaine académique (Benbouzid et Bentayou 2010; Claude 2010). Dans la suite de cette étude, j'emploierai souvent le terme d'études urbaines plutôt comme une traduction de l'anglais *urban studies*, dans un sens académique, plutôt que dans la continuité de l'usage français.

1.2 Influences et circulations dans la production des savoirs urbains au Sud

Au sein des *urban studies*, les paradigmes dominants ont fait l'objet d'une vigoureuse remise en cause s'inspirant de la critique postcoloniale, dont les travaux de Jennifer Robinson constitue une incarnation éminente (Robinson 2006). A travers la mise en évidence de l'ancrage occidental des principaux modèles explicatifs de l'urbanisation contemporaine, elle remet en cause une vision ethnocentrée qui fait des villes du Sud d'éternelles retardataires

par rapport aux villes avancées, modernes et globales et à leur mode de développement. Les villes du Sud sont même souvent pensées comme les avatars pathologiques des précédentes. De ce fait, elles ne seraient susceptibles que d'une analyse en termes de spécificités et de décalages, incapables de faire modèle. Dans ce cadre, elles relevaient d'une sous-discipline spécifique, les études sur le (mal/sous-)développement, voire étaient cantonnées dans des champs culturels, par exemple les villes du monde arabe, ou du monde islamique, dont de nombreux travaux ont montré aujourd'hui la faiblesse des présupposés fondateurs et les biais orientalistes (Alsayyad 1996). Dans la continuité de ces remarques, de nombreux travaux d'histoire, de sociologie ou de géographie des sciences sociales s'attachent aujourd'hui à examiner, bien au-delà du cas des études urbaines, ces logiques de domination et soulignent notamment des formes de structuration sous forme de fuseaux linguistiques, recouvrant d'anciens espaces de domination coloniale (Houssay-Holzschuch et Milhaud 2013).

Pour critiquables qu'elles soient, ces divisions en provinces du savoir n'en ont pas moins été structurantes et doivent donc être soumises à l'examen. L'une des conséquences de la mise au jour des biais associés à ces découpages est d'inviter à une compréhension située de la production des savoirs, insistant plus clairement sur ce qu'ils doivent notamment à leur ancrage géographique. Dans cette perspective, se livrer à une socio-histoire des études urbaines au Liban implique d'identifier le poids des différentes traditions étrangères dans la construction des paradigmes dominants, en repérant les modèles et les auteurs dominants ainsi que les circulations académiques et étudiantes. C'est d'abord s'intéresser aux institutions françaises et à leur rayonnement dans le pays. Toutefois, l'attraction croissante du monde anglophone et en particulier étatsunien implique aussi une réflexion sur les paradigmes qui en ont été importés. La difficulté étant sans doute ici de faire la part entre ce qui relève du modèle universalisant, tel que débusqué par la critique postcoloniale, et les nouveaux paradigmes qui se construisent contre ce dernier, mais qui ne sont pas moins susceptibles de circuler et d'influencer aujourd'hui le débat.

Une question complémentaire est alors de se demander comment les universitaires et les institutions académiques au Liban problématisent cette question et dans quel espace de débat ils et elles se situent : s'agit-il plutôt du monde arabe ? du *Global South* ? L'analyse doit ici s'attacher aux réseaux académiques (revues, conférences) ainsi qu'aux contenus explicites des travaux.

1.3 Les missions des universités au Sud, entre globalisation, enjeux locaux et activisme

Un dernier élément de cadrage a trait à la tension que produisent les injonctions contradictoires auxquelles sont confrontés les universitaires en sciences sociales, notamment dans le monde arabe (Hanafi 2012). D'un côté, au nom de l'excellence, la norme du *publish or perish* impose un formatage linguistique (aujourd'hui principalement en anglais) et intellectuel des travaux publiés pour l'essentiel dans des revues ou des maisons d'édition académiques, pour des audiences spécialisées et restreintes, dans un contexte de rareté des financements disponibles. De l'autre, il existe une attente d'implication locale, d'abord en termes d'adaptation des enseignements aux réalités locales, ensuite de partage des résultats de la recherche dans la société, par un engagement dans les débats publics voire même la contribution à la formulation de conseils utilisables par les décideurs publics.

Susan Parnell et Edgar Pieterse mettent en évidence une tension similaire à propos de la recherche urbaine en Afrique du Sud et plus largement subsaharienne. Mais loin d'y voir une aporie, ils montrent qu'en réponse à ces injonctions contradictoires, les chercheurs déploient

une panoplie de pratiques de recherche et de formes d'engagement aux côtés et en direction des acteurs publics, des ONG, des habitants. Ils décrivent ce continuum sous la catégorie de *translational urban praxis* : à côté de la « recherche pure », d'autres pratiques de traduction (pas seulement linguistique), de (co-)production et de restitution alternatives de la recherche sont ainsi identifiés. Ceci fait écho à l'hybridité des savoirs urbains déjà soulignée, mais s'y ajoute aussi une dimension spécifiquement militante, et l'émergence de nouveaux registres d'action associés (Parnell et Pieterse 2016). Ces pratiques de traduction et de savoirs hybrides, non seulement appliqués mais engagés, renvoient ainsi à un enjeu connexe, l'émergence de mouvements d'activistes urbains dans de nombreux contextes du Nord comme du Sud.

La prise en compte de ces tensions au sein des études urbaines implique de porter l'attention d'abord sur l'articulation entre recherche urbaine et situations d'engagement. Comment la circulation de paradigmes qui renouvellent les questionnements de la recherche se traduit-elle dans de nouvelles postures et rapports au terrain ? Inversement, comment les enjeux qui structurent les luttes et les engagements locaux alimentent-ils de nouvelles questions et de nouvelles pratiques de recherche, en partenariat avec divers acteurs qui n'appartiennent pas à l'Université ? Cela conduit aussi à s'attacher à la question des formes et de la langue de restitution des résultats de la recherche. De même, il faut se demander comment les filières académiques s'efforcent de prendre en compte les contextes locaux, par exemple sous la forme d'enseignements adaptés aux formes d'urbanisation locales, alors que les cursus d'urbanisme ou d'architecture tendent fréquemment à les écarter en tant que phénomènes pathologiques et non dignes de l'attention des futures élites (Souami et Verdeil (dir.) 2006).

1.4 Questions de recherche et critères d'analyse

A l'articulation de ces différents questionnements, cet article cherche à répondre aux questions suivantes :

- Quels sont, au Liban, les facteurs qui ont contribué à faire émerger un domaine des études urbaines relativement autonome et identifiable, par ses acteurs et ses formes de publications ? Quel est le poids de la situation locale, marquée par des destructions et des recompositions urbaines majeures pendant la guerre, puis par une reconstruction aux effets architecturaux, urbanistiques et sociaux tout aussi majeurs ? Quel est inversement, le poids des dynamiques universitaires et l'effet du mimétisme, à travers l'importation de modes de structuration disciplinaire expérimentés par divers acteurs sociaux lors de leurs études et séjours à l'étranger, et à travers la promotion de ces modes de structuration par des acteurs étrangers ?
- Quelles sont les thématiques structurantes de cet espace des études urbaines et comment évoluent-elles dans le temps ? A nouveau, quelle est la part des enjeux et facteurs locaux dans cette structuration par rapport aux poids des influences et déterminations extérieures plus globales, en particulier la concurrence entre influence française et anglo-américaine ?
- Quels sont les profils professionnels et disciplinaires dominants ? Quels types de mobilisation et de construction institutionnelles parviennent-ils à construire et d'où tirent-ils les ressources qui servent ces projets ?
- Quelles articulations observe-t-on entre production de savoir et engagement avec les acteurs politiques centraux, locaux, et avec la société civile ? Dans quelle mesure cela contribue-t-il à faire évoluer les thèmes et les formes de savoir urbain ?
- *In fine*, où se trouve une éventuelle originalité du Liban dans ce processus de construction des études urbaines ? Comment rapporter cette originalité dans un espace plus large, en

particulier le contexte du monde arabe et, plus largement, celui des villes en développement ou du Sud ?

Tableau 1 - Questions et critères d'analyse

Questionnement	Critères	Modalités
Autonomie des études urbaines / autres disciplines	Disciplines dominantes Disciplines de l'action/SHS	Place de l'architecture et de l'urbanisme vs SHS
Liens entre savoirs et action	Profils des producteurs de savoir Types de savoir Enseignement tourné vers l'action ou vers l'analyse	Professionnels vs. académiques Savoirs orientés vers l'action (hybride) / académique Enseignements de projet/conception vs. enseignement d'analyse
Influence et circulation	Lieux de production de savoir Lieux de formation Paradigmes de référence	Local/étranger et aires d'influence Pays et réseaux intellectuels Débats et thèmes académiques structurants
Entre globalisation et enjeux locaux	Enjeux locaux Langues de restitution des travaux Formes de restitution	Débats et controverses : registres d'action liés au militantisme Arabe, anglais, français Colloques, livres, revues internationales ou locales, médias locaux (électroniques) Autres formes : art

A l'articulation de ces différents questionnements, ce texte propose les hypothèses suivantes. Si la structuration des études urbaines au Liban reproduit des traits qu'on trouve ailleurs, son originalité tient à plusieurs facteurs. D'abord, elles se constituent d'emblée en savoir critique des politiques urbaines et de leurs effets, qu'il s'agisse des destructions de guerre ou des transformations sociales, physiques et environnementales des années 1990 jusqu'à aujourd'hui. L'instrumentalisation des savoirs urbains par les institutions de gouvernement constitue une tendance mineure et peu structurante. Ensuite, les études urbaines sont dominées par les disciplines de l'architecture et de l'urbanisme. Les autres sciences sociales urbaines sont présentes mais sans s'institutionnaliser. On observe enfin une inscription croissante des études urbaines libanaises dans un espace académique international d'expression anglophone, lieu d'affirmation d'un savoir critique sur la ville rayonnant à l'échelle du Moyen-Orient et alimentant les débats globaux.

Avant d'entrer dans l'analyse, il convient de préciser aussi ce que cette étude ne prétend pas faire. Même si j'ai porté une certaine attention aux contenus de travaux de chercheuses et chercheurs, il ne s'agit pas ici de proposer une généalogie des thèmes et des paradigmes des recherches urbaines au Liban, ni des grands apports de ces connaissances. L'enjeu est plutôt de comprendre les conditions de possibilités de ces recherches d'un point de vue institutionnel et sociologique.

2. La constitution d'un espace de débat sur la ville au Liban : premiers jalons (1975-1998)

Cette première section montre que l'émergence de la question urbaine comme enjeu de recherche intervient largement en réponse aux destructions et aux transformations de la

guerre, mais doit aussi se comprendre à la lumière de l'intégration et de la circulation des chercheurs et praticiens intéressés par ces questions dans l'espace académique francophone.

2.1 L'émergence de la question urbaine pendant la guerre, entre réponse à la guerre, questionnements académiques francophones et circulations étudiantes

Dès avant la guerre, des travaux consacrés à l'urbanisation et aux effets sociaux de la modernisation urbaine avaient intéressé des sociologues formés aux Etats-Unis (Khuri 1975; Khalaf et Kongstad 1973). Mais les combats au cœur de la ville et les destructions qui affectent largement le centre-ville et la ligne de démarcation conduisent à la constitution de cette question en objet d'investigation pour les sciences sociales selon deux principales orientations.

La première, bien mise en évidence dans la thèse de Candice Raymond (2013), résulte de la mobilisation des historiens libanais, dans un contexte porteur marqué par l'intérêt renouvelé pour les villes arabes sous domination ottomane, dans la lignée de travaux d'historiens français comme André Raymond ou Dominique Chevallier qui critiquent les paradigmes orientalistes postulant l'existence d'une « ville islamique ». Au Liban, l'historien Antoine Abdel-Nour, assassiné en 1982, incarnait ce courant. D'autres travaux, menés au sein de l'Université Saint Joseph, ou par des étudiants issus de cette institution, comme May Davie, y participent aussi. D'autres foyers et approches peuvent être repérés. Des historiens originaires de Beyrouth-Ouest comme Hassan Hallaq et 'Issam Shâbârru (Shbarro en graphie latine) produisent à cette époque une histoire insistant sur les continuités et les traditions urbaines, à vocation mémorielle face aux destructions et aux transformations sociales, notamment l'installation des chiites en ville. Le foyer tripolitain, représenté par exemple par l'historien ottomaniste Khaled Ziadé, illustre le dynamisme et la diversité de ces travaux qui interrogent la nature des ruptures de la guerre et les spécificités ou les similarités de la trajectoire des villes libanaises par rapport à leurs voisines proche-orientales.

La fin de la « guerre des deux ans », en 1977, correspond à un premier moment de reconstruction au Liban. Ce tournant politique a un pendant dans le domaine académique avec la fermeture de l'Ecole des Lettres, antenne beyrouthine de l'Université de Lyon 2 et espace de production d'un savoir en sciences sociales sur le Liban (Aurenche et Métral 2010). Alors que l'essentiel des ressources est transféré à l'Université Saint Joseph, le directeur de l'Institut de géographie du Proche et Moyen Orient au sein de l'Ecole des Lettres, André Bourgey, crée avec l'appui du ministère français des Affaires étrangères un centre de recherche en sciences sociales, le Centre d'études et de recherche sur le Moyen-Orient contemporain (CERMOC). Il va s'appuyer sur la bibliothèque de cet institut et sur une équipe constituée à parité de chercheurs français et libanais (six au total). La première recherche consiste en une mission d'appui à l'Atelier parisien d'urbanisme, qui effectue des études sur la reconstruction du centre-ville et notamment des souks. Malgré la reprise des combats, le CERMOC mène ensuite à bien plusieurs recherches sur l'industrialisation au Machrek puis les migrations. Diverses publications témoignent de l'émergence de la question urbaine. André Bourgey, qui avait déjà écrit plusieurs textes sur la géographie urbaine au Liban, publie sur les conséquences géographiques de la guerre (Bourgey 1985). Les sociologues ne sont pas en reste : Salim Nasr étudie les recompositions de Beyrouth sous l'effet des migrations chiites (Nasr 1985). Michel Seurat propose, à partir de l'exemple tripolitain, des travaux très novateurs sur les dynamiques des villes du Proche Orient, qu'il situe dans un cadre élargi et critique discutant les spécificités sociales des villes orientales, arabes ou islamiques (Seurat 1985). Si ces travaux font directement écho au contexte de la guerre libanaise et de ses effets

sur les villes, ils s'inscrivent aussi dans une série d'initiatives francophones qui contribuent à la fondation d'un champ de la recherche urbaine dans le monde arabe. Il s'agit d'abord des travaux initiés par le Groupe de recherche et d'étude sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (GREMMO) à Lyon, autour de Jean et Françoise Métral, qui enseignaient à l'Ecole des Lettres de Beyrouth en 1975 et avaient mené des travaux en Syrie et en Palestine. Il s'agit ensuite du laboratoire de géographie urbaine du Monde Arabe URBAMA à Tours. En 1982, le colloque « Politiques urbaines dans le Monde arabe », à Lyon, regroupe les chercheurs venus du Liban, les chercheurs français et des chercheurs maghrébins et d'autres pays arabes (Métral, Mutin et Métral (dir.) 1985).

Le but n'est pas ici d'effectuer un repérage exhaustif de la littérature consacrée aux villes libanaises pendant cette période (pour cela, voir notamment Beyhum (dir.) 1991). Il est néanmoins nécessaire de souligner le rôle des universités françaises dans la formation d'étudiants libanais en histoire (sous la direction de Dominique Chevallier), en géographie (Xavier de Planhol, Yves Babonneaux), en urbanisme (Claude Chaline, Stéphane Yerasimos, Pierre Merlin), en architecture, en sociologie et en anthropologie : nombre de thèses de troisième cycle, puis de thèses nouveau régime ainsi que de diplômes d'architecture sont ainsi soutenus. Une partie de ces diplômés vont jouer un rôle important dans l'émergence et la structuration des études urbaines au Liban dans les années suivantes.

2.2 Le débat sur la reconstruction dans les années 1990

Le retour graduel à la paix, en 1990, créé un nouveau contexte. Le lancement du chantier de reconstruction de la ville et en particulier du centre-ville, suscite une vigoureuse polémique, et celle-ci multiplie les occasions de rendre publics des travaux inédits et suscite de nouvelles recherches. Les circulations de chercheurs s'intensifient, avec de nombreux retours, la réouverture des recrutements à l'Université libanaise, l'arrivée d'institutions et de chercheurs étrangers mais aussi des départs. C'est une période d'intense bouillonnement intellectuel mais le milieu des études urbaines reste très morcelé et peu institutionnalisé.

Le débat sur la reconstruction du centre-ville est animé par une coalition très diverse, composée d'une part des représentants d'ayants droit et de leurs avocats, d'autre part de ceux qu'on appelle les « intellectuels », parmi lesquels dominent les architectes. Jad Tabet, qui circule entre Paris et Beyrouth, et Assem Salam jouent un rôle de premier plan. Ce sont des praticiens libéraux, qui enseignent de manière ponctuelle. Ils fondent leurs travaux sur l'histoire de la ville, sur leur implication directe (ou familiale) dans cette histoire et sur les archives accumulées dans ce cadre. L'architecte Jad Tabet, replié à Paris à partir de 1985, avait dans une série de conférences, ensuite publiées en articles, posé les jalons d'une histoire urbaine et architecturale contemporaine de la ville ainsi que d'une sorte d'anthropologie de l'espace urbain beyrouthin[2]. On peut notamment citer son gros article « La ville imparfaite » (Tabet 1991), premier véritable travail d'histoire de l'urbanisme sur la ville. Le sociologue Nabil Beyhum, qui a soutenu sa thèse en 1991 à Lyon (Beyhum 1991), est aussi l'un des animateurs de ce débat. Il enseigne à l'American University of Beirut (AUB), avec un contrat temporaire. Tous trois rassemblent, lors d'une série de colloques tenus en 1992 et 1993, les contributions de nombreux autres professionnels ou universitaires, architectes, ingénieurs, économistes, sociologues... A cette fin, les animateurs de l'opposition au projet de reconstruction créent une structure, l'Urban Research Institute, ayant pour but la publication des actes et le rassemblement d'une documentation sur la reconstruction. Cette structure

[2] Pour tout ce passage et la section suivante, je m'appuie notamment sur un entretien avec Jad Tabet (juin 2017).

n'est toutefois pas rattachée à une institution universitaire et ne dispose pas de locaux propres.

Les publications qui en résultent, financées notamment par la Fondation Ford dont le directeur pour le Moyen-Orient est alors Salim Nasr (beau-frère de J. Tabet), contribuent à baliser les contours d'un objet à la fois militant et intellectuel : la ville de Beyrouth. Ces actes de colloque sont d'abord publiés de manière artisanale, dans la langue d'expression des contributeurs. Dans un second temps, ils font l'objet d'une publication en arabe par les éditions Dar al-Jadid animées par Lokman Slim. Il avait dans un premier temps été question d'une maison d'édition dont l'historien et homme de presse Samir Kassir portait le projet, mais qui ne vit pas le jour à ce moment-là. En revanche, on peut noter que le magazine mensuel *L'Orient-Express* que fonde ce dernier en 1995 consacre plusieurs de ses numéros à des questions urbaines, relayant ainsi les autres journaux libanais qui constituent aussi des espaces d'information et de prise de position sur ces thématiques (en particulier *Al Safir*, *Al Nahar*).

En 1992, le CERMOC reprend ses activités à Beyrouth, après six années où elles ont été relocalisées à Amman. Son directeur Jean Hannoyer apporte son concours à l'effort de documentation, notamment grâce à la réouverture de la bibliothèque. Un poste de chercheur est créé pour s'occuper des questions urbaines : l'historien Jean-Luc Arnaud, qui a dirigé l'observatoire urbain du Caire au CEDEJ, est nommé. Fort de son expérience en matière de documentation, il lance l'Observatoire de Recherche sur Beyrouth et la reconstruction. C'est là que finalement s'effectue la conservation, la mise en ordre, l'indexation et la mise à disposition du public d'une grande partie de la documentation sur l'urbanisme et la reconstruction de Beyrouth. Par ailleurs, Arnaud organise un séminaire régulier sur les questions urbaines qui fonctionne comme un carrefour, point fixe dans le paysage volatil de la recherche beyrouthine. Des publications de plusieurs types sont lancées : des catalogues des ressources documentaires et cartographiques, une lettre d'information qui est publiée jusqu'en 2002 et fournit une vision large des travaux menés sur l'urbain au Liban, et des petits livres reprenant les résultats de divers travaux de recherche individuels ou collectifs. L'Observatoire financera aussi, sous divers statuts et pour des durées variables, les travaux de quelques jeunes chercheurs et chercheuses libanais.es (notamment Mona Harb, Carla Eddé, Jihane Sfeir) ou français. Les recherches menées portent la marque de la recherche urbaine française, où la pluridisciplinarité n'efface pas, loin s'en faut, les traditions disciplinaires qui structurent l'espace des sciences sociales. L'histoire et la géographie sont dominantes, la sociologie, les sciences politiques et l'anthropologie sont au second rang. A partir de 2002, en lien avec la fusion au sein d'un institut unique de recherche en sciences sociales à l'échelle du Proche-Orient, l'IFPO, ce programme prend le nom d'Observatoire urbain du Proche-Orient et élargit son spectre géographique aux pays voisins sous la direction d'autres chercheurs. Cette évolution allant de pair avec une diminution de ses moyens financiers, l'observatoire perd ainsi graduellement la centralité qu'il avait dans la deuxième partie des années 1990.

En parallèle, des institutions universitaires britanniques et américaines consacrent des colloques à la question de la reconstruction de Beyrouth. Les travaux présentés sont presqu'exclusivement ceux de chercheurs libanais basés au Liban ou en France, et plus rarement dans les pays anglophones. L'Orient Institut (allemand) reprend, à peu près au même moment, ses travaux et ses publications, avec en particulier des contributions consacrées à l'histoire urbaine ottomane, ainsi que des recherches en sciences sociales dans un esprit assez similaire à ceux menés au CERMOC.

Durant toute cette période, les institutions universitaires libanaises sont dans une phase de transition et de restructuration. Dans les départements de sciences sociales, les travaux sur les villes sont rares. Quelques individualités publient des travaux de sociologie ou d'anthropologie, comme Chawki Douaihy de l'Université Libanaise. Il faut toutefois mentionner le cas des facultés d'architecture : elles constituent un espace académique très dynamique, mais où traditionnellement la recherche a peu de place. En revanche les travaux d'étudiants, sous forme de mémoires ou d'ateliers collectifs, contribuent à l'enrichissement du savoir sur la ville au Liban. Parmi d'autres exemples, on peut citer un travail dirigé par Robert Saliba, alors professeur à l'AUB (Saliba 1991). De nombreux jeunes diplômés en architecture, parfois docteurs, reviennent de l'étranger. Certains de leurs travaux font l'objet de publications (par exemple : El-Achkar 1998). Si les universités locales connaissent une phase de relance nourrie par les apports de ces émigrants de retour au bercail, le milieu universitaire spécialiste de la question urbaine subit néanmoins aussi des pertes en raison de recrutements à l'étranger, en particulier en France : on peut citer les cas de Michael F. Davie, professeur de géographie à l'Université Saint-Joseph, qui est recruté à l'Université de Tours, et de Nabil Beyhum, recruté à l'Ecole d'architecture de Paris-Val de Seine.

Dans ce contexte d'effervescence intellectuelle sur la ville et la reconstruction, mais de faible structuration institutionnelle, une institution libanaise acquiert néanmoins un rôle central. En 1996, Assem Salam est élu à la tête de l'Ordre des ingénieurs et architectes de Beyrouth. Cette institution en principe dédiée à la régulation de l'exercice professionnel, créée en 1951, a souvent joué un rôle politique. Salam entend s'en servir dans sa lutte contre la politique du gouvernement dirigé par Rafik Hariri. L'ordre organise plusieurs conférences, pilotées par Jad Tabet, sur des questions d'urbanisme, notamment un colloque comparant les reconstructions urbaines, un autre sur Jérusalem, une table ronde sur les enjeux de l'occupation illégale du littoral, un séminaire sur les projets d'aménagement de la banlieue-sud. Ces travaux sont publiés dans des ouvrages édités par l'ordre ainsi que dans la revue *Al Mouhandess*, qu'Assem Salam relance alors. De plus, l'ordre publie plusieurs ouvrages sur l'histoire urbaine et urbanistique de Beyrouth (Saliba 1998, Davie 2001).

La période de la reconstruction marque donc l'émergence de la question urbaine dans l'espace public libanais. Cela suscite une importante production de travaux, principalement publiés sous forme de livres et d'actes de colloque. Cette production est l'œuvre d'un milieu composite, où les professionnels de l'urbain jouent un rôle majeur par rapport aux universitaires, minoritaires et peu structurés. L'ordre des ingénieurs et architectes de Beyrouth est moins un lieu de production du savoir qu'un espace de débat et de diffusion. L'influence française est très structurante, à travers la formation en France de jeunes docteurs et avec l'implantation du CERMOC et de l'observatoire urbain, à travers ses outils d'appui à la recherche et ses publications.

3. L'émergence de formations universitaires en urbanisme : un levier pour les études urbaines au Liban

La création de formations universitaires en urbanisme au Liban à partir du milieu des années 1990 correspond à la fois à la volonté de répondre au contexte de la reconstruction et à des dynamiques socio-économiques et institutionnelles plus larges au sein des universités : allongement général de la durée des études, spécialisation des filières par concurrence, reproduction de modèles étrangers, que l'on retrouve ailleurs (Souami et Verdeil (dir.) 2006, Verdeil 2008). Dans cette section, l'objectif est de s'intéresser plus en détail à la structuration

de ces lieux universitaires du point de vue de la production de travaux de recherche, en identifiant les profils et trajectoires des enseignants-chercheurs (et secondairement des étudiants) ainsi que le contexte, les thématiques et les financements spécifiques de leurs recherches et les formes de publication. L'ancrage dans des sphères d'influence internationale est aussi un critère d'analyse permettant de rendre compte de la structuration du champ des études urbaines au Liban.

3.1 ALBA : des initiatives de recherche faiblement institutionnalisées

L'institut d'urbanisme de l'Académie libanaise des beaux-arts (IUALBA) est créé en 1994, avec l'appui de l'Institut français d'urbanisme (alors part de l'Université Paris 8-Saint Denis) et le soutien financier de l'Ambassade de France avec un coopérant (après 1997 le soutien ne concerne plus que des missions). L'IUALBA délivre un DESS en urbanisme. Ultérieurement, l'offre de diplômes se diversifie avec un diplôme en paysage et un autre en *urban design*. Les promotions d'étudiants sont composées principalement d'architectes, notamment issus de cette université privée, qui recrute au sein des classes moyennes-supérieures, majoritairement chrétiennes. L'organisation des enseignements reproduit une des caractéristiques majeures de l'enseignement en architecture dans cette université : les cours sont donnés par des « patrons », professionnels reconnus qui interviennent à temps partiel. Si les enseignements de l'IUALBA sont plus diversifiés, notamment avec des enseignements en sciences sociales, il n'existe pas de faculté permanente : les enseignants sont quelques missionnaires français et surtout des vacataires issus d'autres universités ou du milieu professionnel. Il n'y a donc aucune exigence de recherche. Pourtant, l'IUALBA est le lieu d'une série d'initiatives qui contribuent à la production et à la publication de recherches urbaines.

En premier lieu, les étudiants réalisent des mémoires qui comportent de la production de connaissance. Les thèmes sont variés et leur évolution suit dans ses grandes lignes celle des politiques publiques urbaines au Liban. 66 mémoires ont été soutenus, avec deux pics : l'un dans les années 1990, l'autre autour de 2010.

En second lieu, l'IUALBA organise sporadiquement des conférences nationales ou internationales qui débouchent parfois sur des publications. Les thématiques sont, au départ, celles de la guerre et de la reconstruction (Akl et Davie (dir.) 1999, Davie (dir.) 1997). Par la suite, l'IUALBA accueille à deux reprises (2006 et 2017) la rencontre annuelle du réseau francophone des formations en urbanisme (la première donnant lieu à une publication : Akl et Beyhum 2009).

Quelques étudiants ont obtenu des doctorats en urbanisme dans des universités françaises en parallèle à leur insertion professionnelle, et poursuivent ponctuellement des travaux de recherche[3]. L'un d'eux, Serge Yazigi, prend l'initiative de créer, dans la foulée de la guerre de 2006, le centre MAJAL, qui se veut un observatoire de la reconstruction, entre recherche et activités de conseil. Grâce à des financements variés, ce centre recrute des assistants et des jeunes chercheurs et conduit plusieurs recherches appliquées. Toutefois, la légitimité de cette expérience est remise en cause par la direction de l'institut d'urbanisme et celle de l'ALBA, qui craignent de ne pas la contrôler (entretien avec S. Yazigi, juin 2017). Après 2009, MAJAL se recentre sur les questions juridiques et publie une série d'ouvrages sur la mise en pratique du droit de l'urbanisme au Liban (Lamy et Ibrahim 2014, Lamy 2017, Lamy 2015).

[3] Selon une enquête de l'IUALBA auprès de ses diplômés, en 2017, 13 d'entre eux avaient obtenu ou suivaient un cursus de doctorat. Mes propres informations identifient cinq docteurs à cette date.

Si la recherche à l'ALBA n'est pas institutionnalisée, elle existe néanmoins et traduit les aspirations individuelles de professionnels en quête de reconnaissance et d'investissement intellectuel, et s'appuyant sur les ressources offertes par les réseaux francophones de la recherche urbaine. Sur le plan thématique, ces recherches sont en lien direct avec l'actualité urbaine dans le pays. A côté de quelques colloques académiques, elles prennent la forme d'un savoir appliqué, au service de l'action publique ou orienté vers sa réforme.

3.2 Université Libanaise : structuration en cours de la recherche en urbanisme

La création d'un cursus en urbanisme au sein de la Faculté des Beaux-Arts de l'Université Libanaise, le seul établissement universitaire public du pays, épouse une chronologie légèrement décalée par rapport à celle de l'ALBA (première promotion diplômée en 1999). Elle implique des professeurs, architectes par leur formation d'origine, mais qui ont généralement suivi des cursus en sciences sociales ou en urbanisme en France ou au Québec puis ont été recruté en faculté d'architecture dans les années 1990. Au même moment, l'Université Libanaise crée aussi un diplôme de restauration : cela témoigne de la volonté de cette université et de ses enseignants de répondre à ce qu'ils perçoivent comme la demande sociale.

Divers dispositifs de coopération, sur financements bilatéraux français, puis francophone (AUF) et européen (Tempus), ont conduit à la mise sur pied en 2004 d'un département d'urbanisme qui acquiert progressivement son autonomie, matérialisée par l'octroi de locaux dans le campus de Hadath, et qui délivre un master en deux ans. En moyenne, elle diplôme une quinzaine d'étudiants chaque année, essentiellement là encore des architectes[4]. L'originalité de cette formation par rapport aux autres existantes au Liban est son recrutement extrêmement divers sur le plan confessionnel et géographique, ainsi qu'en termes générationnels : il n'est pas rare que le département accueille des professionnels déjà en poste, notamment au sein d'administrations publiques, qui souhaitent compléter leurs études. La formation distingue filière professionnelle et filière recherche. Grâce à des systèmes de bourses, ou sur leurs propres deniers, plusieurs étudiants poursuivent des doctorats à l'étranger (Belgique, France, Allemagne…). Au total, on compte plus d'une dizaine de docteurs à l'étranger dont plusieurs ont été recrutés (en paysagisme, en architecture, en géographie ou même en urbanisme).

Le contexte institutionnel de l'Université Libanaise n'est pas très favorable au développement de la recherche. Les politiques d'emploi y sont marquées par le maintien d'un volet important de vacataires, qui ne peuvent devenir titulaires que lors de rares épisodes de titularisation collective où la dimension politique joue un rôle non négligeable aux côtés des critères d'investissement dans la recherche et l'enseignement. Certes, les promotions sont supposées prendre en compte les publications. Mais tous les enseignants du département d'urbanisme effectuant une partie de leur service dans des facultés très diverses, en architecture, en ingénierie, en paysage ou dans les facultés de sciences sociales, l'investissement en recherche est très divers et obéit à des critères variés. En architecture par exemple, les réalisations professionnelles peuvent se substituer aux publications. L'attraction du marché des activités de conseil pour des études professionnelles ou les études urbaines appliquées freine aussi l'investissement dans la recherche.

[4] Jusqu'en 2005, 49 étudiants avaient obtenu leur diplôme ou étaient en passe de l'être. En 2015-16 et 2016-17, 16 et 19 étudiants suivaient le cursus. Je n'ai pas pu obtenir d'informations pour la période intermédiaire.

Néanmoins, plusieurs dispositifs constituent des incitations favorables au développement des recherches. L'insertion des enseignants-chercheurs dans les réseaux de la francophonie ou plus généralement européens représente une première ressource : plusieurs enseignants participent à des projets de recherche (CEDRE, AUF…) avec des partenaires variés (IFPO, universités européennes). Toutefois, les chercheurs concernés soulignent les limites de ces instruments qui se concentrent sur la mobilité. Par ailleurs, l'université a récemment permis l'inscription en doctorat (en 2018, aucune soutenance dans le département d'urbanisme n'a encore eu lieu). La création, d'abord informelle en 2006, d'un laboratoire, le CERDA (Centre d'études et de recherche en développement et aménagement), reflétait l'existence d'une volonté collective de structuration de l'effort de recherche : « ce laboratoire, c'était un cadre psychologique pour qu'on puisse travailler nos recherches avec d'autres gens », comme le dit l'un des fondateurs (entretien avec M. Rajab, juin 2017). Jusqu'à présent, le laboratoire n'a pas bénéficié de fonds de l'université mais cette situation devrait prochainement évoluer grâce à une démarche de labélisation en cours. Malgré la rareté des financements locaux ou autres, ce centre mobilise les étudiants de la filière recherche pour mener des enquêtes. Les thèmes privilégiés renvoient notamment aux liens établis avec les municipalités (voir section suivante). Les travaux du centre documentent les politiques de développement local : enjeux de gouvernance locale, nouveaux outils de planification, environnement.

La diffusion des résultats reste problématique. Le laboratoire ne dispose pas de supports spécifiques de publication. Une partie des résultats des travaux qui y sont conduits fait l'objet de communications lors de colloques et de séminaires au Liban (par exemple avec l'IFPO). L'accès à la publication internationale est difficile et reflète l'inscription dans des réseaux de recherche francophones alors que le système de publication anglophone est plus difficile à atteindre pour des raisons qui tiennent aux critères de sélection des articles (thèmes, références attendues, forme et langue d'écriture) et plus largement à l'absence de connexion avec des réseaux de recherche anglophone. Comme le relate un chercheur :

> *il y a toujours l'idée que c'est plus… plus de rigueur chez les anglophones que les francophones. Et j'ai eu l'expérience, d'ailleurs, sur plusieurs choses ; du moins, par exemple, quand tu envoies un article chez les anglophones, tu as une réponse très, très élaborée. On te renvoie… l'évaluateur qui renvoie son évaluation, on te la passe ; elle est de trois pages, très spécifiques et très claires. Et moi, j'ai appris beaucoup de choses… Ça me permet d'évoluer quoi, de faire évoluer l'idée, de faire évoluer le document, mais c'est plus difficile à publier, surtout si tu tables sur les grandes… J'ai essayé ça, mais depuis un certain temps d'ailleurs, ce n'est plus conseillé. Il faut d'abord publier même en plus grand nombre mais dans des revues moins reconnues pour se faire reconnaître d'abord. Et puis, ça viendra les…[grandes] voilà, je suis dans cette stratégie-là maintenant.* (Entretien mai 2017)

L'énumération des publications académiques montre du reste que cette stratégie de publication obéit à une motivation individuelle et reste plutôt limitée aux jeunes chercheurs.

A la différence de l'ALBA, l'Université Libanaise constitue un cadre propice à la structuration institutionnelle de la recherche en urbanisme. Le principal ressort de son développement est une politique de recrutement de docteurs formés pour l'instant à l'étranger et qui bénéficient de leur insertion dans des réseaux de recherche francophones. Mais les effectifs restent limités à quelques individus, l'appui institutionnel reste ténu et l'isolement, y compris par rapport aux autres facultés de l'Université Libanaise, constitue un facteur de faiblesse. L'implication dans la recherche appliquée voire dans la consultation privée est aussi un facteur limitant l'émergence d'un espace autonome de production scientifique.

3.3 Les *urban studies* à l'AUB : un pôle de recherche rayonnant au-delà de l'espace libanais

La structuration d'un diplôme en urbanisme à l'AUB a commencé plus tardivement que dans les deux autres universités (1998). Comme pour elles, le diplôme de Master constitue une diversification au sein de la faculté d'architecture et d'ingénierie et les professeurs enseignent dans les différentes filières. Il comprend deux volets : Master of Urban Planning and Policy, Master of Urban Design. 130 étudiants ont été diplômés depuis 2001, répartis de manière à peu près égale entre les deux. Entre 2013 et 2016, le nombre de diplômés par an oscille entre 10 et 20, ce qui montre une montée en puissance, avec une nette féminisation. Les programmes d'enseignement articulent une approche classique de l'urbanisme, faisant une part forte aux activités de conception et de projet, et, de manière plus originale, un enseignement de sciences sociales avec une orientation critique et faisant une large place à l'enquête (collective ou individuelle dans les mémoires de recherche). Comme l'explique Mona Fawaz, l'une des fondatrices, l'ambition est d'être « the urban actor in a school of architecture ».

Tableau 2 - Nombre annuel de diplômés en Urban Design (UD) et en Urban Planning and Policy (UP puis UPP après 2007)

Diplôme	2001	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total
MUD	2	2		8	4	2	2		2	2	6	4	12	16	2	64
MUP / UPP	2		2	10		4	12	4	4	2	2	6	8		10	66
Total	**4**	**2**	**2**	**18**	**4**	**6**	**14**	**4**	**6**	**4**	**8**	**10**	**20**	**16**	**12**	**130**

Source : AUB

Les recrutements de professeurs ne correspondent pas à proprement parler à des *tenure-tracks* mais témoignent néanmoins d'une stabilisation progressive des enseignants-chercheurs, dont le noyau compte 4 à 5 permanents. La plupart est de nationalité libanaise, souvent d'anciens diplômés de l'AUB. Trois femmes (Mona Harb, Mona Fawaz, Howeida El Harithy) jouent un rôle structurant dans le département. Certains enseignants intervenant dans ces masters peuvent appartenir à d'autres facultés (Agronomie et paysage, Santé publique…). Il est fréquent que des professeurs étrangers passent quelques années dans le département. Même s'ils ont généralement obtenu leur doctorat dans des pays anglophones, les liens avec l'espace francophone sont solides. Les renouvellements et les promotions sont largement fondés sur la démonstration d'une activité de recherche reconnue au niveau international.

L'AUB encourage la pratique de la recherche par l'octroi de financement (sur projet), sans que cette recherche ne se structure dans des laboratoires. Depuis les années 2010, la création au sein de cette université de centres de recherche bénéficiant de donations privées (Asfari Institute for Civil Society and Citizenship, créé en 2012, ou Issam Fares Institute for Public Policy and International relations, créé en 2014) a permis de financer plusieurs initiatives des professeurs de l'AUB sur des durées pluriannuelles, comme le programme Social Justice in the City. Par ailleurs, les professeurs de l'AUB ont aussi régulièrement obtenu des financements internationaux américains, européens ou britanniques, seuls ou dans le cadre de projets partenariaux. Ces moyens, très importants au regard de ceux dont disposent les autres universités, permettent le financement d'enquêteurs, d'assistants et d'envisager la création d'infrastructures de recherche comme des bases de données pérennes. Les thématiques de recherche se sont diversifiées : elles ont historiquement porté sur les transformations de la

banlieue-sud de Beyrouth mais se sont élargies ces dernières années : reconstruction post-2006, action municipale, politique du logement, réfugiés syriens, jeunesse urbaine, etc.

L'organisation de la conférence annuelle City Debates, depuis 2003, a contribué à faire de l'équipe de l'AUB un centre de référence pour les questions urbaines à l'échelle libanaise mais aussi régionale et internationale. Grâce à des partenariats locaux (IFPO, Orient Institute) et une politique internationale d'invitations, ces conférences annuelles ont permis de discuter de nombreuses questions spécifiques à l'agenda des politiques urbaines au Liban mais en les replaçant dans une vision régionale et internationale. Ces travaux ont rarement fait l'objet de publications sous forme d'actes, comme il est désormais fréquent dans les usages académiques des sciences sociales anglophones (citons néanmoins : Harb (dir.) 2004, Fawaz (dir.) 2006, Fawaz et Bou Akar 2012, Saliba (dir.) 2015). En revanche, les professeurs publient régulièrement dans les principales revues anglophones internationales du domaine des études urbaines. La reconnaissance internationale de leurs travaux est attestée par des invitations dans des conférences internationales, à siéger dans des comités, ou la réception de prix académiques internationaux[5].

L'affirmation de l'AUB comme un pôle majeur des études urbaines au Liban s'explique à la fois par la concentration des moyens dont dispose cette université, par la stabilité de son noyau enseignant et la reconnaissance de son cursus à l'échelle libanaise, l'investissement des chercheurs et chercheuses sur la scène locale, non seulement par la recherche, y compris appliquée, mais aussi, on le verra dans la dernière section, par l'engagement militant. Mais cet essor est aussi largement dû à l'insertion de ces chercheurs dans l'espace international de la recherche urbaine. Si les liens avec la francophonie perdurent, c'est surtout l'accès aux ressources financières et symboliques offertes par l'*academia* anglophone, américaine et britannique en premier lieu, qui tout à la fois illustre une reconnaissance et donne les moyens à ces chercheurs et surtout chercheuses de poursuivre leurs activités. Ceci va de pair avec la maîtrise d'un ensemble de codes et de thématiques en vigueur au sein des études urbaines anglophones (sans vouloir exagérer l'homogénéité de cet ensemble), des normes qui tendent d'ailleurs à s'imposer plus largement par le jeu des recommandations et attentes du monde universitaire local.

4. Transformations de l'action publique urbaine et coproduction de savoirs *ad hoc*

Une des particularités du champ des études urbaines est que les universitaires ne sont pas en position de monopole de production de la connaissance. Cette affirmation renvoie, dans le contexte des pays occidentaux, au fait que les pouvoirs publics jouent un rôle essentiel d'orientation des recherches, par la commande d'études destinées à connaitre les contextes de l'action publique ainsi que ses résultats (Scherrer 2010). C'est dans ce contexte que Stéphane Van Damme (2005) évoque deux modalités opposées : la première correspond à une forme d'instrumentalisation des savants par les autorités administratives ; l'autre souligne plutôt que ces productions sont des co-constructions, où les savants s'efforcent de construire des coalitions d'intérêt avec les administrations autour d'outils, de méthodes et de corpus de données qui correspondent à leur projet scientifique.

Dans des contextes comme celui du Liban, toutefois, la question de la coproduction se charge d'une dimension paradoxale. L'État y est généralement considéré comme faible, voire absent.

[5] Bourse du Radcliffe l'Institute for Advanced Studies de Harvard pour M. Fawaz en 2014, British-Kuwait Friendship Society Prize in Middle Eastern Studies pour un livre de Mona Harb et Lara Deeb en 2014.

Au Liban par exemple l'Etat ne produit que très peu de données statistiques, ce qui est particulièrement vrai au niveau des villes, où pratiquement aucune information statistique fiable et homogène n'existe (Verdeil, Faour et Hamzé (dir.) 2016). Dans ce cadre, l'hypothèse défendue ici est que la recomposition de l'action publique engendre néanmoins divers dispositifs de production de connaissances. Ceux-ci associent des administrations en charge des actions de développement, à l'échelle nationale comme à l'échelle locale, des organisations internationales et non-gouvernementales, des universitaires mais aussi des consultants, dans des partenariats aux contours variés et évolutifs. La question de la centralisation et de la stabilisation des données produites par ces recherches reste posée.

4.1 Le SDATL comme moment de production d'un savoir partagé sur les villes au Liban

Face aux grands défis de l'après-guerre civile, accrus par une reconstruction très peu pilotée par l'Etat, le gouvernement libanais et les administrations en charge de l'urbanisation, le Conseil de développement et de la reconstruction et la Direction générale de l'urbanisme, lancent en 2002 un projet de Schéma d'aménagement du territoire (SDATL). Ce projet impose de réaliser de grandes études et pour cela, d'accéder à des données statistiques. C'est là un des enjeux majeurs qui freinent la recherche académique et appliquée au Liban. Ces données sont rares voire absentes, considérées comme peu fiables, comme la population, et imprécises notamment sous l'angle géographique. Même quand elles existent, l'enjeu est d'y accéder : leur dispersion entre différentes administrations très cloisonnées et des règles administratives utilisées par certains acteurs pour construire des monopoles sur ces ressources constituent un casse-tête.

Le consortium en charge du projet SDATL associe un consultant étranger, l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF), un bureau d'études multidisciplinaire libanais, Dar al-Handasah, et divers autres consultants locaux, économistes, statisticiens, environnementalistes etc. La constitution de cette équipe ne résulte d'une logique d'appel d'offre mais d'une commande négociée entre les responsables des administrations concernées et les principaux consultants. Elle prolonge une connivence intellectuelle basée sur de précédentes missions : l'IAURIF intervient au Liban depuis 1965 et a participé à plusieurs études majeures à Beyrouth lors de la reconstruction, établissant ainsi des relations étroites avec certains responsables administratifs. Dar al-Handasah est un bureau d'études très réputés qui a également participé à plusieurs missions lors de la reconstruction du pays. Certains de ces consultants ont par ailleurs participé aux débats critiques sur la reconstruction (par ex. le socio-économiste Kamal Handan).

Grâce au climat de confiance permis par les expériences communes et les références partagées, jouant de logiques de réciprocité dans les échanges d'information, les animateurs du consortium convainquent la plupart des partenaires au sein de l'administration et des bureaux d'études privés de leur donner accès aux données existantes. Dans un partenariat étroit avec le Centre National de Télédétection du CNRS Liban et l'Observatoire urbain de l'IFPO, ils mettent au point une base de données géographiques qui permet de localiser, de cartographier et de comparer ces données à l'échelle locale. Cette base sera ensuite largement partagée avec les universitaires et chercheurs qui en feront la demande, à l'encontre des habitudes existantes de rétention de l'information. Ainsi, la base de données du SDATL, largement mise à la disposition de tous les acteurs de l'administration et de la recherche, sera ultérieurement exploitée et enrichie dans l'*Atlas du Liban* préparé en commun par l'équipe CNRS-IFPO et publié en 2007 (Verdeil, Faour et Velut 2007).

Ce mode de production de l'information s'analyse donc de manière un peu différente de ce que suggère Van Damme. On retrouve certes une forme d'enrôlement ou d'instrumentalisation des chercheurs, qui collaborent au projet sans en être à l'initiative. Toutefois, l'originalité de cet exemple réside largement dans le rôle central des consultants dans la production de connaissance, l'administration elle-même étant relativement passive dans le processus. L'émergence de ces consultants renvoie sans doute à un phénomène de privatisation des savoirs urbains, qui peut s'analyser comme un signe du retrait de l'Etat. Mais au Liban, les consultants du milieu de l'aménagement et de l'urbanisme se pensent de longue date comme co-producteurs de l'action publique et en partagent les valeurs, voire les co-construisent depuis la période des années 1960 lors de la présidence Chéhab (Verdeil 2006, Verdeil 2008, Verdeil 2011) : cet épisode constitue une forme de mise à jour de ces logiques collaboratives.

4.2 L'émergence de nouvelles formes de gouvernances localisées et la production de savoirs urbains

A partir des élections de 1998, la question de la décentralisation de la gouvernance territoriale devient une question publique (Favier (dir.) 2001 ; Farah *et al.* 2016 ; Harb et Atallah (dir.) 2015). Le rôle accru des municipalités et des unions municipales d'une part, et les offres de coopération de la part des organisations internationales de l'autre, suscitent de nombreuses initiatives et nouvelles formes d'action publique, telles que des plans stratégiques locaux, des projets de développement, des actions participatives pour la définition des priorités d'aménagement local, etc. Ceci se traduit par deux formes de production de savoirs liés à ces questions.

D'une part, certaines institutions se donnent pour vocation le développement d'une recherche directement impliquée dans les débats publics, notamment touchant aux enjeux urbains. L'un des meilleurs exemples est certainement le Lebanese Center for Policy Studies (LCPS) dont la vocation est de proposer une évaluation de l'action publique et de formuler des propositions alternatives : « yes we are a policy center. Yes we are interested in advising and providing alternatives ». Certes son directeur ne se reconnait pas comme faisant partie d'un champ des études urbaines « I don't see myself as urban researcher… we don't have these categories like urban, you know. It's more like, you know, political economy […] ». Pourtant, ce centre a mené plusieurs études sur la décentralisation au Liban et ses enjeux, en particulier du point de vue de l'action des municipalités. De plus, ces dernières années, il a fréquemment sollicité les contributions de chercheurs universitaires « to open up these urban issues more explicitly ». (Entretien avec Sami Atallah, directeur du LCPS, juin 2017).

Une des originalités des recherches développées au LCPS réside dans la volonté d'évaluer les politiques sur la base de méthodes quantitatives, en collectant les données existantes mais dispersées et en en produisant de nouvelles ; par exemple, en croisant les informations sur les finances municipales, les services rendus par les municipalités (connus par enquête) et la composition démographiques et confessionnelles des municipalités. Si le centre est intéressé par une reconnaissance académique de ses travaux, qui sont parfois publiés dans des revues ou des livres, son objectif est surtout de convaincre la classe politique, les organisations internationales et, plus largement, le grand public, de ses propositions. Pour cela, en parallèle de la production de recherche, un grand travail de communication ciblée est mené, d'abord en cherchant à mobiliser les décideurs sur ces recherches pendant le temps de leur élaboration, ensuite par des formats de publication adaptés : *policy briefs* courts (250 mots),

infographies, articles de presse (1000 mots), les deux traduits en arabe (alors que le centre travaille en anglais).

D'autre part, les évolutions de l'action publique et la complexification de la gouvernance aboutissent à un besoin de recherche, qui porte non seulement sur les données urbaines mais aussi sur les formes mêmes de l'action publique. Cela entraîne l'émergence d'un marché très important pour les agences de conseil spécialisées mais aussi, directement ou indirectement, pour les chercheurs dans ce domaine qui sont recrutés comme sous-traitants, évaluateurs, médiateurs, etc. Cette citation d'un chercheur le souligne :

> *Voilà, alors mon activité professionnelle au Liban, elle est récente ; elle est plutôt récente, ça a moins de deux ans à peu près, et disons que je travaillais plus ou moins sur quatre types de truc. Il y a…*
> Eric Verdeil : Mais quel métier, tu dirais, que tu fais ?
> *C'est aussi de la consultance. C'est de la consultance et c'est auprès d'organismes internationaux… voilà ; ça c'est un côté. Et deuxièmement, c'est auprès d'ONG internationales, ça c'est le deuxième type. Les municipalités, ça c'est le troisième type.*

Les actions développées par l'antenne libanaise de UN-Habitat offrent des exemples des nouveaux types de savoirs produits et illustrent deux types de contributions des chercheurs. Le premier exemple est la rédaction d'un guide de la planification stratégique en lien avec la montée de ces nouveaux exercices de gouvernance locale. En 2009, ce travail a été confié, sur appel d'offres, à un bureau de conseil dirigé par un professeur en urbanisme de l'Université Libanaise. Diverses itérations et approfondissements ont suivis. Ce travail a permis à cette équipe de transposer et de développer la méthode testée et ajustée lors des ateliers d'étudiants avec diverses municipalités depuis une dizaine d'années.

La ville de Tripoli et ses voisines sont à bien des égards pionnières dans la mise en œuvre de telles démarches. L'un des outils essentiels dans ces travaux est l'Observatoire de l'environnement de Tripoli, largement développé avec des universitaires et dont l'objectif est « la diffusion et le partage des données avec les principales administrations et acteurs sociaux et économiques de la ville ». Selon Jihad Farah, « l'efficacité de [cet outil] est moins dans la qualité de l'information et son appropriation par les acteurs que dans sa capacité à instiguer et consolider une dynamique de réflexion collective sur la ville et ces problèmes » (Farah et al. 2016, p. 98). A la différence d'une démarche experte classique où les données, traitées selon les méthodes des sciences sociales, orientent l'action publique par les certitudes scientifiques qu'elles fournissent, leur effet est ici de l'ordre de la création d'une médiation, d'un espace d'échanges délibératifs permettant l'amorçage des collaborations et d'actions collectives.

UN-Habitat a par ailleurs entrepris depuis 2015 d'éditer des *City Profiles*, des rapports faisant le point de connaissances disponibles sur les principales villes du Liban, ainsi que des *Neighborhood Profiles*. Il s'agit d'une part de la compilation des sources existantes et d'autre part, sur certains thèmes et sur certains quartiers ou secteurs urbains spécifiques, de la production de nouvelles connaissances. Ces travaux confiés à des universitaires s'appuient en général sur les travaux de groupes d'étudiants (en général en architecture) qui s'initient aux techniques de l'enquête et du relevé de terrain. Toutefois, l'articulation avec des démarches de projet des autorités locales semble rare, ce qui illustre un problème de circulation des connaissances entre ces organisations internationales et les municipalités.

Contrairement à ce que la faible implication de l'Etat central ou local dans la gestion des affaires urbaines au Liban pourrait laisser penser, les administrations concernées ne sont pas inactives dans la structuration du champ des études urbaines. Toutefois, les catégories de de

l'instrumentalisation ou de l'enrôlement des experts universitaires au service de l'action publique ne rendent que très imparfaitement compte de ces formes de mobilisation. Il convient plutôt de penser la production de savoirs urbains appliqués comme le résultat d'une co-production impliquant non seulement les responsables administratifs mais aussi diverses agences internationales et tout un réseau de consultants qui peuvent être eux-mêmes des universitaires. Cette recherche hybride et contextuelle présente comme caractéristique d'être souvent mal référencée et archivée, non seulement au sein des administrations elles-mêmes mais aussi dans les milieux universitaires. Ceci constitue l'un des enjeux essentiels concernant l'utilité sur le long terme de ce type de recherche.

Par ailleurs, une autre question posée par l'importance de ces savoirs hybrides, avec leur volonté d'orienter l'action publique, a trait à l'engagement des chercheurs sur le terrain et à la quête d'autres formes d'expression des savoirs urbains.

5. Militantisme et production de savoirs urbains alternatifs et nouveaux formats de la recherche

Au-delà de la question de la recherche utile ou appliquée, les transformations de la recherche urbaine au Liban permettent aussi de réfléchir aux nouvelles formes d'articulation entre activisme et production de savoir. Les questions urbaines sont en effet devenues un sujet majeur de mobilisation. Le moment initial de mobilisation contre le projet du centre-ville dans les années 1990, a été suivi à partir du milieu des années 2000 par de nombreuses autres actions de protestation et de résistance contre des politiques urbaines ou projets d'aménagement, à l'initiative de nouvelles générations d'activistes et de militants recrutant en partie parmi les universitaires des études urbaines. A cet égard, le Liban n'est pas une exception : partout dans le monde, les enjeux urbains suscitent un nouvel activisme, qui passe par de nouvelles formes de mobilisation et de luttes, impliquant de nouveaux langages et appelant à de nouvelles formes d'organisation politique (Lussault 2013, Douay 2012). Les révoltes dans les villes du monde arabe et méditerranéen ont constitué un moment privilégié de l'essor et de la visibilité de tels mouvements dans la région, avec un élargissement du nombre d'acteurs, une diversité des combats et un renouvellement de formes d'action (Stadnicki 2015). Au Liban, Mona Harb a analysé les logiques de structuration de ces milieux activistes, montrant leur capacité à s'engager dans le combat politique. Dans ces travaux, la focale porte principalement sur les registres d'action mobilisés par ces activistes, dont les nouvelles logiques de production de savoir apparaissent comme une modalité (Harb 2017, Harb 2016). En Egypte, certains activistes promeuvent une logique de professionnalisation et d'opérationnalisation de nouvelles postures et de nouveaux savoirs qu'ils cherchent à capitaliser, comme lors de la conférence organisée par le groupe Cluster en 2013 au Caire, avec une visée internationale (Stryker, Nagati et Mostefa (dir.) 2013 ; Nagati et Stryker 2013). Au Liban, Mona Harb souligne aussi la capacité des activistes à maîtriser de nouveaux savoirs comme le droit, et à mobiliser des méthodes alternatives pour produire des savoirs conçus pour guider les luttes (Harb 2017 ; Harb 2016).

Ces travaux constituent une base très utile, mais qu'on peut enrichir à partir d'analyses sur les logiques, les contraintes et les innovations des études urbaines dans les contextes de pays situés « aux périphéries de la carte académique mondiale » (Parnell et Pieterse 2016, p. 239). En l'occurrence l'exemple de l'Afrique du Sud, à l'instar du reste du Liban, est moins périphérique que d'autres pour des raisons de circulation des chercheurs et de langues d'enseignement mais il fournit un contre-point bien utile pour échapper au face-à-face Nord-

Sud. Les auteurs partent du double constat des grandes difficultés d'utilisation de méthodes traditionnelles en sciences sociales, notamment en raison du manque de données mais aussi à cause de la coupure avec les administrations et la classe politique avec qui n'existe pas de vision commune sur ce que serait une recherche adéquate sur laquelle fonder des décisions pour les villes. De ce fait, il convient selon ces chercheurs d'aller plus loin que la simple co-production avec les administrations (telle qu'analysée ci-dessus) et de « générer de la connaissance pour informer le changement et de produire cette connaissance à partir du changement lui-même » (*ibid.* p.239). Cette production de connaissance implique une attitude de traduction (*translational attitude*), caractérisée par « l'engagement en face-à-face des chercheurs avec les communautés et les pouvoirs publics (*states*) (et à un degré moindre le secteur privé) du moment de la conception de la recherche à celui de la mise en œuvre […] » (*ibid.*, p. 239).

Ces pratiques de traduction se déclinent dans deux directions. D'abord, un « pragmatisme méthodologique » est nécessaire pour faire advenir de nouvelles connaissances sur la ville, en complément des approches méthodologiques traditionnelles. Participation, co-production et collaboration sont ici mobilisées, brouillant les limites statutaires entre chercheurs académiques et professionnels, militants, acteurs engagés (politiciens ou représentants d'ONG) et bien sûr habitants. Ensuite, ces connaissances doivent donner lieu à « un nouveau genre d'écriture » en rupture avec les supports académiques classiques : livres populaires, magazines au design suggestif, expositions, médias sociaux. In fine, pour Parnell et Pieterse, qui parlent à partir de leur expérience au sein du African Centre for Cities, au Cap, reconnaitre la diversité des formats et des modes de production de la recherche urbaine ne signifie pas principalement faire reconnaitre la légitimité d'une recherche engagée, fut-elle hétérodoxe. Il s'agit plutôt de faire reconnaitre la place de la recherche urbaine africaine (et par extension d'autres zones académiquement périphériques), dans la diversité de ses méthodes, de ses modes d'engagement et de ses productions, dans la recherche urbaine globale.

Leur proposition constitue une grille fructueuse pour analyser les transformations les plus récentes de la recherche au Liban. Après avoir rappelé les combats successifs des activistes urbains et la manière dont ils alimentent la production de savoir, cette section aborde les méthodologies participatives comme un exemple de pratique de traduction, puis les nouveaux formats de l'écriture et de la diffusion de la recherche. La conclusion générale reviendra sur la manière dont les chercheurs libanais cherchent, ou non, à s'inscrire dans un espace transnational, voire global, de la recherche urbaine.

5.1 Une décennie de luttes pour les activistes urbains

L'année 2006, marquée par les destructions massives par les forces israéliennes des villages du Sud Liban et de la banlieue-sud de Beyrouth, constitue un moment de mobilisation majeure. Face aux migrations des habitants des zones touchées et aux pertes qu'ils subissent, une intense mouvement de solidarité se crée et de nombreux collectifs de militants se forment (Karam 2007 ; Raymond 2007). Ces mobilisations vont très vite trouver des prolongements dans les chantiers de la reconstruction qui s'ouvrent dans toutes les régions du pays, dans des configurations politiques marquées par la position en retrait de l'Etat et la toute-puissance du Hezbollah dans les décisions. Ce dernier impose des schémas d'action variés : une reconstruction « à l'identique », très rapide, en banlieue-sud, et globalement, une approche modernisatrice dans les villages. Dans les deux cas, les processus de décision excluent complètement les habitants. Des professionnels de l'architecture et de l'urbanisme, notamment issus de l'AUB, proposent un contre-projet pour le quartier de Haret Hraik.

Certains des mêmes acteurs tentent une médiation dans la petite ville de Bint Jbeil afin de faire entendre les voix des habitants soucieux de la restauration de leur cadre de vie plutôt que de son arasement. A Aïta Chaab, un autre village près de la frontière, un groupe d'étudiants en architecture et urbanisme membres de l'association Samidoun (les résistants) réside pendant plusieurs mois sur place pour proposer une médiation et favoriser une réappropriation du processus constructif par les habitants (Al-Harithy (dir.) 2010). Ces différentes expériences conduisent les chercheurs-praticiens impliqués à réfléchir à la manière d'encourager la participation des habitants aux décisions en matière d'urbanisme, donc à s'appuyer sur les savoirs constructifs, et leurs pratiques de la ville et de l'espace vécu afin de reformuler adéquatement les projets d'aménagement. Cet effort théorique et critique aboutit l'année suivante, lors du processus de reconstruction du camp de Nahr al-Bared au nord du Liban (détruit dans des combats entre l'armée libanaise et un groupe islamiste armé Fatah Al Islam), à une implication officielle des habitants dans l'élaboration du plan du camp reconstruit, grâce aux efforts de plusieurs des mêmes militants (Farah *et al.* 2016).

Dans les mêmes années, des mobilisations de résistance aux projets illégaux ou dérogatoires d'occupation du littoral, à Beyrouth et dans d'autres localités, pour l'amélioration et la préservation des espaces publics, ou contre la destruction des quartiers historiques et de zones vertes, se multiplient. Elles s'appuient sur des associations et des mouvements d'habitants assez variés mais on y retrouve de nombreux acteurs qui s'étaient déjà engagés dans les mouvements précédents, notamment une génération de jeunes professionnels souvent formés à l'architecture et à l'urbanisme.

Les mobilisations contre la destruction du patrimoine architectural et urbain sont multiples et récurrentes, au fur et à mesure de l'extension du processus de renouvellement urbain. Les registres évoluent toutefois : ils associent mobilisations in situ, mobilisation des médias et négociations juridiques en vue d'une évolution de la réglementation (classements d'immeubles basés sur une enquête, nouvelle réglementation visant à protéger une zone entière etc.). Deux projets urbanistiques suscitent une forte opposition : le premier concerne la réalisation d'une percée de type autoroutier, l'avenue Fouad Boutros à Achrafieh, dont la construction conduirait à la destruction d'immeubles remarquables et d'un quartier préservé, caractérisé par une forte présence végétale. Le deuxième concerne la construction d'un parking souterrain dans un quartier proche, sous un jardin public. Associant voisins et jeunes professionnels, ces deux mobilisations se distinguent par leur capacité à produire des études montrant l'importance des destructions et des effets urbains négatifs, et conduisent à la suspension des travaux.

Un autre exemple est l'action de l'association Nahnoo, qui se mobilise dès les années 2007-2008 pour la réouverture du Bois des Pins, un des rares espaces publics de Beyrouth. La mobilisation comprend classiquement des manifestations, des pétitions mais aussi la production de travaux de recherche centrés sur l'usage et la perception de l'espace public, par de jeunes chercheurs des facultés d'architecture et d'urbanisme. Des performances artistiques et des vidéos accompagnent et médiatisent la mobilisation en direction de nouveaux publics. Le parc est progressivement réouvert, non sans rebondissements, à partir de 2014.

L'occupation et la construction du littoral représentent un autre objet de mobilisation, en premier lieu à Beyrouth mais aussi dans diverses localités au nord et au sud de la capitale, comme Enfé, Kfar Abida ou Adloun. La mobilisation contre l'urbanisation du site naturel de Dalieh, à Beyrouth, par des promoteurs liés à des personnalités politiques de premier plan, est

menée par une coalition civile. Outre des mobilisations sur place, celle-ci organise un concours d'idées pour l'aménagement du site. Elle s'appuie aussi sur les travaux du collectif Dictaphone qui a mené des recherches juridiques et urbanistiques dévoilant les infractions concernant l'occupation du littoral. Ces résultats ont fait l'objet d'une publicisation par une série de performances artistiques associant théâtre, balade en bateau commentée et montage vidéo. Le site de Dalieh est classé par le World Monument Fund comme site naturel remarquable, ce qui suspend le projet. A l'occasion de la lutte contre la construction illégale d'un hôtel sur la dernière plage de Beyrouth, ces acteurs professionnels, civils et associatifs sont rejoints dans la mobilisation par une organisation se spécialisant dans la documentation et l'action juridique, Legal Agenda, ainsi que par l'ordre des ingénieurs et architectes de Beyrouth. Divers recours devant les juridictions valident le point défendu par les militants, sans pour autant pouvoir empêcher la poursuite de ce projet.

Ces combats témoignent de la mobilisation inédite de savoirs juridiques. Certes, ces savoirs n'étaient pas ignorés des acteurs des premières mobilisations urbaines des années 1990. Ce qui change désormais c'est que la controverse ne porte plus sur les bons outils juridiques à utiliser (légitimité de l'expropriation, établissement public contre société foncière privée dans le débat sur Solidere) mais sur les pratiques du droit, sur une recherche historique des précédents droits d'utilisation des sols, sur les dérogations, les irrégularités, etc. L'exemple de la défense du littoral beyrouthin à Dalieh et à Ramlet el-Baida est très illustratif. Les militants (et pas les propriétaires fonciers et leurs avocats) accumulent et comparent des documents divers : photos, titres fonciers, permis successifs pour mettre en défaut les autorisations officielles. Les militants de l'association Legal Agenda joue un rôle central dans ce travail (Bou Aoun 2018) mais d'autres, issus des groupes Dictaphone ou Public Works, y contribuent également.

A l'été 2015, la crise des déchets suscite des protestations d'ampleur inédite. Une série de grandes manifestations témoigne de la radicalisation des revendications, qui des enjeux écologiques s'élargit à la dénonciation de l'absence de politiques publiques et sociales (électricité, transport, logement) et dénonce la corruption de la classe politique. Ces manifestations sont violemment réprimées (un mort et plusieurs dizaines de blessés de part et d'autre), tandis qu'une partie des activistes participent à des négociations avec le gouvernement pour trouver des solutions techniques à la crise.

Ces mobilisations multiples débouchent, à partir de 2016, sur un engagement politique lors de plusieurs échéances électorales. Lors des élections municipales de juin 2016, où une partie des militants présentent la liste Beirut Madinati (Beyrouth ma ville) et animent une campagne reprenant une grande partie des thématiques des mobilisations précédentes, autour de l'environnement, de l'espace public, de la critique du renouvellement urbain au détriment des habitants en place, de la demande de services urbains de qualité. En 2017, le mouvement Nakabati (mon syndicat) soutient la candidature de Jad Tabet à l'élection de l'Ordre des ingénieurs et architectes de Beyrouth. Ce dernier est élu (mais il reste en minorité au Conseil de l'Ordre). En 2018, lors des législatives, certains de ces militants s'engagent aussi dans les listes parrainées par l'alliance Koullouna Watani (tous pour la patrie), une coalition de groupes de la société civile.

5.2 Renouvellements générationnels, idéologiques et nouveaux savoirs urbains

Ces mobilisations témoignent en premier lieu d'un renouvèlement générationnel parmi les militants, qui se traduit par l'émergence de nouveaux référentiels idéologiques et l'adoption de nouveaux registres d'action (Verdeil 2012).

Aux militants historiques de la lutte contre le projet de reconstruction du centre-ville, engagés dans la vie professionnelle le plus souvent avant la guerre, succède une nouvelle génération, si ce n'est deux : d'abord, les professionnels de l'aménagement et de l'urbanisme, enseignants dans les universités ou actifs dans le monde professionnel, qui ont commencé à travailler pendant et après la guerre, ou sont revenus d'expatriation au moment de la reconstruction. Ainsi, les enseignants et professionnels intervenant dans la *Reconstruction Unit* de l'AUB, en 2006, appartiennent à cette génération. A côté d'eux émerge une autre génération, plus jeune. Ils et elles ont parfois été les étudiants des précédents sur les bancs de l'université. Ils sont au premier rang des nouvelles démarches militantes et en inventent les nouveaux langages. Ces nouvelles générations se distinguent aussi très clairement en termes de genre : alors que la génération des militants historiques ne compte pratiquement aucune femme, les femmes sont nombreuses dans les nouvelles générations, aussi bien chez les chercheurs et universitaires que parmi les militants. Ceci reflète largement la féminisation marquée des étudiants dans les formations universitaires étudiées ci-dessus.

Entre ces trois générations, il existe des héritages et des continuités. Ainsi, Jad Tabet écrivait-il en 2016 sur Facebook, après le résultat assez inattendu de la liste Beirut Madinati aux élections municipales (32% des suffrages) :

> *Beirut Madinati plonge ses racines dans plusieurs années de luttes urbaines pour que Beyrouth reste vivable et pour améliorer la qualité de vie de ses habitants. Pour ceux de ma génération qui, depuis plus de 20 ans ont mené tant de combats et connu tant de défaites, ce qui s'est passé ces dernières semaines paraît presque magique* (Facebook, conversation archivée sur https://seenthis.net/messages/489391).

Pourtant, aux yeux des plus jeunes, ces anciens et leurs batailles sont mal ou peu connus, en particulier au-delà des milieux d'architectes et d'ingénieurs. Abir Saksouk, une militante de la génération d'après-guerre, diplômée en architecture en 2005, témoigne, dans le contexte qui suit la victoire de Jad Tabet pour la présidence de l'Ordre des Ingénieurs et architectes, lors de la campagne dénommée Nakabati (mon syndicat), où les groupes civiques combattaient les représentants des partis :

> *I think I'm the last one in this generation that knew of this debate [Solidere] and of Jad Tabet. Anyone younger than me in the campaign did not really know Jad Tabet, was not familiar with this entire thing. We were not even sure Jad Tabet was the right candidate because an entire generation don't know who Assem Salam is and do not necessarily know who Jad Tabet is. I think Jad Tabet was a good candidate in the end because Jad, although he was far away, he was still sort of engaged in one way or another. He used to write here and there. He used to do certain things, but within Nakabati, there was always this struggle… No, it's not a struggle. It's a constructive struggle between the young generation and the old guard. The people… the engineers and architects who are in their forties, fifties and sixties who went through this process with Assem Salam in the 1990s when he won the elections and are still very reminiscent of it and the younger generation who was like, almost: fuck you. We work very differently. We have different ideas.*
> Eric Verdeil: Different language…
> *Different language…*
> Eric Verdeil: … for instance about architecture, urban research…
> *Exactly. And I think what made Jad Tabet win is that these two currents were able to meet and were complementing each other. There was a lot of hard work being done to make*

> *these two generations complement each other because the old generation of the old left, they have such a heavy language that no one wants to listen to it anymore, but their added value is that they do have a huge network that they've built over the years and the younger generation fresh ideas online, new language, new articulation of things, different interest but don't have the network because we're also a generation that has… we're the post-war generation, like it's… So, I think it was very important to put these two together for the success of this campaign. Now, but I do believe that there are key issues that we never tackled. For example, what we think about Assem Salam's views of Beirut for example.*
> Eric Verdeil: Solidere, is it a debate for you?
> *No, Solidere is like this lost battle. Why do you want to talk about Solidere anymore? We can't do anything in it. I mean there are so many things happening everywhere in this country. There's nothing to do about Solidere anymore.*

La lutte contre Solidere, l'entreprise chargée de la reconstruction du centre-ville de Beyrouth, est une bataille perdue et oubliée et « personne ne connait réellement Jad Tabet » du moins avant sa campagne comme candidat de Nakabati. Si quelques militants gardent la mémoire des combats passés, les questions sont posées en termes différents.

De fait, ce changement générationnel va de pair avec un travail de critique et de mise à jour des référentiels de l'aménagement du Liban, et notamment de son inclination aux actions infrastructurelles lourdes, génératrices de grands travaux, visant à une exploitation immodérée des ressources naturelles. Ces approches sont critiquées au nom du paradigme environnemental et de la ville durable, qui propose de privilégier les transports collectifs et de préserver les espaces naturels. Ces nouveaux référentiels ont été particulièrement perceptibles lors de la lutte contre la construction de l'autoroute urbaine d'Achrafieh, avec la mise en avant de la congestion induite par les infrastructures automobiles, de la pollution et de la disparition des espaces verts. De même, le référentiel environnemental est l'un des axes majeurs de revendication lors de la crise des déchets, en 2015-2016, à travers des propositions de nouvelles pratiques écologiques et de recyclage.

Une autre thématique essentielle de ces nouvelles manières de penser la ville est la question du droit à la ville, qui émerge dans les travaux des universitaires libanais qui s'affirment dans les années 2000 (Fawaz 2009 ; Fawaz 2013). La question de l'accès au logement devient un enjeu central de la réflexion. Cela structure l'action des nouveaux collectifs, comme Public Works qui lance un site web observatoire des évictions du logement entrainées par la loi de 2014 qui supprime le blocage des loyers (https://www.housingmonitor.org/).

5.3 Vers des savoirs coproduits par la participation des citadins

Ces nouveaux référentiels intellectuels conduisent aussi à une remise en cause des modèles d'action urbanistique. La dénonciation du projet Solidere s'appuyait largement sur la référence aux politiques urbaines et d'aménagement du territoire menées sous la présidence de Fouad Chéhab (1958-1964), qui incarne un idéal d'Etat fort, capable d'unifier la nation libanaise autour d'un paradigme modernisateur et intégrateur, s'opposant aux intérêts privés. Dans cette perspective, les professionnels de l'urbanisme prétendaient incarner l'intérêt général et valorisaient des instruments classiques comme le schéma d'aménagement, pourvu qu'il s'appuie sur une expertise éclairée. Or, cette vision centralisée, reposant sur un savoir expert, est contestée par les nouvelles générations de professionnels d'universitaires, par exemple lors des débats sur l'établissement du Schéma directeur d'aménagement du territoire. Ils lui reprochent son approche *top-down*, sans participation des habitants (voir les débats lors de la conférence City Debates, en 2003, sur le SDATL : Harb (dir.) 2004).

A l'encontre de ces savoirs experts, les nouveaux protagonistes des études urbaines, qu'ils soient des universitaires établis ou des militants, mettent en avant de nouvelles méthodes de co-production des savoirs avec les habitants et les bénéficiaires (ou les victimes) de l'aménagement, fondées notamment sur les récits de vie, comme dans cet exemple.

> Abir Saksouk: *And so we started doing it by collecting narratives of old people who lived in these homes for more than 50 years and what it means for them to have a claim over the neighborhood, a claim over the city and what it means for these people to be evicted at this age. So what we're doing now for example, in particular about this issue which has been… is always associated with like an almost decaying, left, the old left that still like defending old tenants. We're developing an anti-eviction map of Beirut. It's an online platform, an interactive map where people go access it and enter the data and anywhere they are and you start seeing the scale of evictions on a city-wide scale so you start to push for the idea that evictions that are happening due to the new rent law are not a case by case. It's not just this issue between the old landlord and the old tenant. This is a city-wide condition and all of these people leaving Beirut means having a huge demographic change in Beirut. But in addition to mapping them, we're also creating narratives, so you can click on some of them and you have a video and story of an old person and sometimes it's also an old landlord who's also been forced to leave.*

Dans d'autres exemples, plusieurs initiatives militantes ont permis d'associer les habitants à la définition des projets de reconstruction à l'échelle individuelle ou à celle de quartiers entiers : ce fut le cas au Sud Liban après la guerre de 2006 à Bint Jbeil (Al-Harithy (dir.) 2010) et à Aita Chaab (Saksouk Sasso *et al.* 2010), ainsi que dans le camp palestinien de Nahr el-Bared (Grisel et Michelon 2010). Dans ces cas, la participation des habitants consiste également en la production d'une connaissance stratégique pour le projet, en restituant soit des informations spatiales et sur l'appropriation des lieux, qui n'avaient pas été cadastrés dans le cas de Nahr el-Bared ; soit des informations sur les pratiques des espaces publics et collectifs, à Bint Jbeil ; ou encore une reconstitution des espaces privés à reconstruire ainsi que des pratiques constructives associées. Dans cet exemple, le lien est direct et stratégique entre la production de connaissance et l'orientation de la reconstruction vers une alternative à la reconstruction sur une table rase.

5.4 Vers de nouvelles formes d'écriture et de diffusion de la recherche urbaine

L'exploration et la promotion de nouvelles formes d'écriture de la recherche est un volet essentiel des pratiques de traduction identifiées par Parnell et Pieterse, et un enjeu qui est largement revendiqué par la nouvelle génération des chercheurs des études urbaines au Liban. D'une part, on retrouve les désormais classiques utilisations des réseaux sociaux. D'autre part, il faut souligner des formes d'expression inédite, recourant à une écriture simplifiée, en utilisant plus régulièrement l'arabe et par le recours à l'art et au design graphique.

Plusieurs travaux de chercheurs universitaires et non-universitaires ont fait l'objet de publications en collaboration avec des journaux, comme par exemple la recherche sur les dispositifs de sécurité à Beyrouth en 2009, ou une recherche sur l'utilisation informelles des espaces publics pour les activités de loisirs des enfants dans la ville, en 2015. Des expositions publiques autour de ces thèmes ont également accompagné la publication de ces recherches. Les travaux du groupe Public Works, déjà évoqués, sont ainsi des ouvrages courts en arabe, sans appareil critique, publiés rapidement après l'achèvement des recherches, avec des mises en page valorisant le graphisme. L'exigence d'écriture dans des formes plus diverses et plus appropriables par des publics pluriels se fait sentir également dans les institutions universitaires. Au sein de l'AUB, le Issam Fares Institute ou le Asfari Institute proposent ainsi

non seulement des *working papers* des recherches menées en leur sein mais aussi des documents directement pensés pour un public élargi, des *policy briefs* ou des infographies. Le *policy brief* « We can stay in Beirut », qui explore des schémas juridiques pour limiter l'impact de la loi de libéralisation des loyers, en est un exemple (Fawaz, Salamé et Serhan 2018).

Illustrant aussi l'articulation entre recherche et implication du public tant au niveau de la production des études que de leur diffusion, le recours à des formes d'expression artistique représente une voie inédite utilisée par certains groupes de chercheurs des études urbaines. L'action du groupe Dictaphone s'inscrit dans cet esprit, mêlant performance théâtrale sur site, balade maritime visant à révéler et localiser les infractions à la législation sur l'occupation du littoral beyrouthin, tout en les référant aux pratiques de loisirs des habitants de Beyrouth :

> Abir Sakso: *So, for example, when we wanted to work on issues of access to the sea in Beirut, the project took the shape of a boat ride that takes users from one place on the seafront or another. This was very much informed by the research methodology where part of the oral history that we collected was how much this social and cultural practice of going on a boat and taking a tour of the coast was something very much historically grounded in Beirut. This was something, a practice that people did a lot and it very much explains how people had a very intimate relationship with the sea and this relationship we've actually lost very much[…] So we decided that the art intervention is actually taking people on this boat ride and because the project very much was grounded through a mapping of the seafront of why are we not able to access these beaches? How can we reclaim our rights to them? What was the legal framework that enabled this banning or closing off of the coast? So, and this directly took shape into a narrative and this narrative was informing the audience as visitors on this boat ride about all these ideas; so the… it was a choice and the political position to decide to do this art intervention in this specific way because it was driven by a research that was very much based on very specialized theory reading of history, of laws and so on.*

Médiatisées sur les réseaux sociaux, ces revendications et ces actions illustrent la volonté d'impliquer beaucoup plus directement la population, surtout celle qui est directement concernée comme la population urbaine, non seulement par une manifestation sur l'espace public mais par un engagement de la sensibilité individuelle.

Les tendances analysées dans cette section soulignent le renouvèlement générationnel et des thèmes de réflexion, en lien direct avec les luttes urbaines animées par des activistes, tout en s'inscrivant clairement dans l'espace des études urbaines. Ce mouvement s'appuie sur deux grandes mutations qui ne sont pas spécifiques au cas libanais. La première est le recours croissant à des méthodes de co-production d'information avec les usagers et habitants de la ville, non seulement pour pallier l'absence de certains types d'informations mais aussi par volonté d'informer la connaissance et l'action par l'expérience des citadins. La deuxième est la multiplication de nouveaux formats de diffusion de la recherche, en variant les modalités d'écriture et en s'ouvrant à des formes plus sensibles de communication, incluant le design et l'art vivant.

Conclusion

Après avoir proposé une lecture implicitement chronologique de l'émergence et de la structuration des études urbaines au Liban, cette conclusion souhaite revenir plus explicitement sur la grille de lecture initiale, dont les différents points ont été abordés au fil de ce texte, mais dans le désordre.

Partons de la tension entre globalisation des formes de structuration scientifique et capacité des études urbaines à prendre en compte les enjeux locaux. L'analyse proposée a mis en

évidence que les controverses publiques concernant les questions urbaines et d'aménagement ont joué un rôle moteur dans l'émergence et la structuration d'un espace intellectuel et académique spécifique. D'abord, avec les interrogations sur la guerre et les débat sur la reconstruction du début des années 1990, qui conduisent des universitaires locaux et des architectes à poser la ville, son histoire, sa composition démographique et sociale ainsi que son organisation future en objet d'étude. Par la suite, les controverses sur la reconstruction de 2006, l'aménagement et l'utilisation des espaces publics, maritimes ou naturels, l'organisation d'un service urbain essentiel comme celui de la collecte des déchets, conduisent les protagonistes de ces débats à introduire de nouvelles thématiques et de nouveaux paradigmes pour produire de nouveaux savoirs. Au fil du temps, les professionnels, notamment les architectes, continuent d'occuper un rôle majeur mais ils sont rejoints par des universitaires en urbanisme, dont les méthodes d'analyse sont plus explicitement marquées par les sciences sociales qu'auparavant, dans la lignée des études urbaines / *urban studies* telles qu'elles se structurent, avec des variations nationales, en Europe ou aux Etats-Unis. Ceci introduit une évolution des formes d'expression et de publication de ce savoir. D'un côté, la production des études urbaines se normalise. Les actes de colloque ou les articles de presse (ou de revues grands publics), forme d'expression dominante dans les années 1990, cèdent le pas à des thèses (parfois publiées, surtout en français) et articles de revues internationales (de plus en plus en anglais). D'un autre côté, les producteurs de savoir des études urbaines, conscients du caractère codé et de la difficulté d'accès à ces écrits, développent de nouvelles formes d'expression en direction du public, de la classe politique ou des organisations internationales, dans la presse, sur internet mais aussi à travers des registres d'expression passant par l'art, dans l'espace public ou en ligne. La langue privilégiée sur ces médiums est alors l'arabe. Ces évolutions constituent une réponse originale au défi identifié par Sari Hanafi[6] (2012) : « Publish globally and Perish locally », et permet une implication originale des intellectuels et universitaires dans l'espace public. Il resterait toutefois à évaluer la manière dont cet investissement est perçu par les différents publics, que les chercheurs et chercheuses essaient d'installer comme des coproducteurs et des destinataires directs de la recherche. Sur ce point, des recherches complémentaires sur l'impact des mobilisations politiques et des mouvements sociaux urbains sont nécessaires.

Un deuxième thème d'analyse concerne le poids des déterminations externes dans la construction du champ des études urbaines : déjà partiellement abordé dans l'analyse du premier critère, il est ici examiné sous l'angle des circulations et des aires d'influence. Il faut ici insister sur le fait que la structuration d'un débat sur la ville au Liban et l'institutionnalisation du champ des études urbaines dans l'espace universitaire ne peut se comprendre que comme le reflet chronologiquement décalé d'un mouvement d'institutionnalisation similaire en Europe et aux Etats-Unis. En France, la question urbaine s'impose à partir du milieu des années 1960, avec les mobilisations urbaines. L'urbanisme y devient une discipline universitaire pleinement reconnue en 1984, par sécession d'avec la géographie mais en agrégeant aussi des approches disciplinaires propres à la sociologie ou à l'histoire. Surtout, l'urbanisme universitaire français se construit en opposition à l'architecture. Dans le monde anglo-américain, l'appel aux SHS par opposition à l'architecture est également net. Les Libanais qui font leurs études à l'étranger pendant les années de guerre ou les années 1990 sont exposés à ces transformations et ils vont les importer à leur retour et durant leur installation universitaire. Mais ce mouvement va exclusivement s'inscrire au Liban

[6] Sari Hanafi a été élu, en 2018, président de l'Association internationale de sociologie.

dans l'espace des facultés d'architecture et la nouvelle discipline, de facto, s'adresse essentiellement aux architectes désireux de compléter leur formation[7]. Au-delà de ce point commun, l'espace universitaire des études urbaines au Liban apparaît par ailleurs partagé entre ces deux influences extérieures. Le modèle français est transposé à l'ALBA et à l'Université Libanaise, et renforcé par le CERMOC/IFPO, les liens constants avec les universitaires français, et les séjours pour études doctorales en France ou dans l'espace francophone qui se poursuivent. Le modèle anglophone est quant à lui en phase ascendante, et sans doute symboliquement dominante, en raison de la centralité acquise par les masters d'*urban design*/*planning and policy* délivrés par l'AUB et l'implication de ses enseignants et anciens étudiants dans l'espace public. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni constituent de plus en plus des espaces de formation alternatifs à l'espace francophone pour les études urbaines. De plus, l'attractivité des pays du Golfe pour les jeunes professionnels de l'urbanisme et de l'architecture renforce aussi le poids du modèle universitaire anglophone. L'anglais s'impose progressivement comme lingua franca, ou du moins comme langue dominante, dans ce domaine comme dans la plupart des autres SHS.

Un corollaire de cette réflexion sur les circulations internationales porte sur la place du Liban dans l'espace international des études urbaines. La réflexion de Parnell et Pieterse sur la portée des pratiques de traduction de la recherche en fonction des spécificités du contexte africain, en termes de méthodes comme de formes d'écriture, conduit par transposition à se demander si les mutations de la recherche urbaine au Liban s'accompagnent d'une reconnaissance et d'une insertion globale ou du moins internationale. A cet égard, on peut faire deux observations complémentaires.

D'une part, on note quelques initiatives de chercheurs des études urbaines au Liban de s'inscrire dans un espace de discussion et de comparaison correspondant au monde arabe, ou du moins au Machrek. C'est le cas sur la question de la décentralisation (Harb et Atallah (dir.) 2015) ou sur celle du Urban Design (Saliba (dir.) 2015). La question des migrations et des villes émerge aussi, en lien avec la crise syrienne notamment. Toutefois, ce type d'initiatives apparaît relativement limité. Si le monde arabe constitue bien un espace privilégié de comparaison et d'internationalisation pour les études urbaines libanaises, les chercheurs.ses et institutions de ce pays en sont rarement les initiateurs et tendent à s'inscrire dans des projets en ce sens généralement portés par des institutions européennes ou américaines. Si ce papier n'est pas le lieu idoine pour expliquer cette observation, on peut formuler deux hypothèses complémentaires : d'une part, les débats urbains restent très liés à des politiques locales ou nationales, souvent spécifiques ; d'autre part, les polarisations linguistiques entre francophonie (dominante au Maghreb) et anglophonie continuent de fortement structurer l'espace académique et ne sont pas propices à l'émergence d'un espace commun, notamment dans les études urbaines.

D'autre part, il convient en contrepoint de souligner que la recherche urbaine au Liban n'est pas une recherche libano-centrée, ni même arabo-centrée et qu'elle s'appuie de plus en plus clairement sur des paradigmes internationaux, tant sur le plan méthodologique que théorique. Le Liban et ses villes sont alors souvent présentés non plus comme des lieux exceptionnels, échappant aux théorisations communes, mais au contraire comme des lieux à partir desquels critiquer, approfondir et renouveler les paradigmes dominants. Les travaux

[7] Ce point correspond au questionnement sur l'autonomie des études urbaines par rapport aux SHS, introduit en première ligne de notre tableau analytique p. 6. Je n'y reviendrai donc pas dans la suite de cette conclusion.

récents sur l'informalité urbaine, sur les réfugiés[8] et sur la gouvernance territoriale en apportent l'illustration (Deeb et Harb 2013 ; Farah et Teller 2015 ; Fawaz 2016)

Le troisième et dernier thème de l'analyse concerne le rapport à l'action publique. Cette dimension est structurante aussi bien dans l'enseignement que dans les interventions des acteurs des études urbaines dans les débats ou lors de leur collaboration avec les autorités publiques. Plusieurs modalités de coopération apparaissent : les administrations sont par nature des lieux de production de données mais elles ont besoin des consultants et des universitaires pour les aider à en faire sens et à les transformer en savoir. L'épisode du SDATL a représenté à cet égard un moment révélateur. Par ailleurs, de nombreux acteurs de la recherche urbaine, universitaires ou non, sont associés aux institutions locales, aux ONG ou aux centres de recherche appliquée pour produire des savoirs ou des méthodes, relatifs à l'organisation sociale et spatiale ou à l'action sur le territoire. Si ces modes d'association peuvent s'analyser comme une forme d'instrumentalisation des chercheurs, il est plus juste de les voir comme des formes de coproduction, d'élargissement de méthodes et d'analyse développées par les chercheurs dans les contextes académiques et qui trouvent dans ces sollicitations des occasions d'approfondissement. Dans certains cas, il peut s'agir aussi de voies d'influence pour des approches militantes portées par des chercheurs visant à transformer l'action publique, en co-construisant avec les habitants des connaissances inédites, et illustrant ainsi la fécondité d'approches participatives.

L'émergence et l'institutionnalisation des études urbaines ont rarement été analysées dans le contexte des pays du Sud, a fortiori arabes, structurellement marqués par les lacunes et les faiblesses de l'institution universitaire, et par un manque d'autonomie des chercheurs. L'exemple du Liban illustre la position de dépendance d'un petit pays, fortement déterminé par des tendances globales de transformation de la science, dans ses thèmes, ses modes de structuration, ses formes d'expression. Néanmoins, ce cas illustre aussi des formes de structuration originale, par le poids des praticiens dans l'émergence de ce champ intellectuel, par le poids de l'organisation universitaire existante (la centralité des facultés d'architecture), par le développement d'un militantisme lui-même producteur de savoirs, ainsi que par le rôle des chercheurs dans la production et la codification d'un savoir pratique.

Eric Verdeil

[8] Rappelons que le Liban a accueilli près d'1,5 million de réfugiés syriens depuis 2012-13.

Bibliographie

AKL Ziad et BEYHUM Nabil, 2009, *Conquérir et reconquérir la ville : l'aménagement urbain comme positionnement des pouvoirs et contre-pouvoirs*, [Tripoli], Université de Balamand, vol. 1, 218 p.

AKL Ziad et DAVIE Michael F. (dir.), 1999, *Questions sur le patrimoine architectural et urbain au Liban*, Tours, France, Liban, Université Francois Rabelais, URBAMA, vol. 1/, 256 p.

AL-HARITHY Howayda (dir.), 2010, *Lessons in Post-War Reconstruction: Case Studies from Lebanon in the Aftermath of the 2006 War*, s.l., Routledge, 218 p.

ALSAYYAD Nezar, 1996, « The study of Islamic urbanism: an historiographic essay », *Built Environment*, 1996, p. 91–97.

AURENCHE Olivier et METRAL France, 2010, « Lyon, Beyrouth, Damas et retour. Chronique de parcours croisés de chercheurs et d'universitaires » dans Emmanuelle Perrin (dir.), *L'Orient des Lyonnais*, Lyon, Maison de l'Orient et de la Méditerranée-Jean Pouilloux, p. 2013-2226.

BENBOUZID Bilel et BENTAYOU Gilles, 2010, « L'urbanisme et ses études : territoires et usages sociaux des savoirs urbains », *Géocarrefour*, 11 décembre 2010, Vol. 85/4, p. 267-272.

BEYHUM Nabil (dir.), 1991, *Reconstruire Beyrouth : les paris sur le possible : table ronde tenue à Lyon du 27 au 29 novembre 1990*, s.l., (coll. « Etudes sur le monde arabe, ISSN 0295-6950 ; 5 »), 426 p.

BEYHUM Nabil, 1991, *Espaces éclatés, espaces dominés : étude de la recomposition des espaces publics centraux de Beyrouth de 1975 à 1990*, Lille, A.N.R.T (coll. « Lillethèses ISSN 02941767 ; 0646.12002/91 »), 3 mf de 420 images.

BOU AOUN Cynthia, 2018, *Framing the Lebanese Seashore: Crowding Out Public Interest*, http://www.legal-agenda.com/en/article.php?id=4372 , avril 2018, consulté le 16 mai 2018.
BOURGEY André, 1985, « La guerre et ses conséquences géographiques au Liban », *Annales de Géographie*, 1985, vol. 94, n° 521, p. 1-37.

CLAUDE Viviane, 2010, « Postface : Pour une description du monde des études », *Géocarrefour*, 11 décembre 2010, Vol. 85/4, p. 333-339.

COLLET Anaïs et SIMAY Philippe, 2013, « Y a-t-il des « urban studies » à la française ? - Métropolitiques », 2013.

DAVIE May, 2001, *Beyrouth 1825-1975 : un siècle et demi d'urbanisme*, s.l., Ordre des ingénieurs et architectes de Beyrouth, 136 p.

DAVIE Michael F (dir.), 1997, *Beyrouth : regards croisés*, Tours, URBAMA (coll. « Villes du monde arabe (Tours), ISSN 1264-3319 ; 2 »), 362 p.

DEEB Lara et HARB Mona, 2013, *Leisurely Islam: negotiating geography and morality in Shi'ite South Beirut*, s.l.

DOUAY Nicolas, 2012, « L'activisme urbain à Montréal : des luttes urbaines à la revendication d'une ville artistique, durable et collaborative, Urban activism in Montreal : from urban struggles to the claim of an artistic, sustainable and collaborative city », *L'Information géographique*, 28 septembre 2012, vol. 76, n° 3, p. 83-96.

EL-ACHKAR Élie, 1998, *Réglementation et formes urbaines : Le cas de Beyrouth*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo (coll. « Cahiers du Cermoc (1991-2001) »), 180 p.

FARAH Jihad et AL., 2016, « Urbanisme, amégament et gouvernance territoriale » dans Éric Verdeil, Ghaleb Faour et Mouin Hamzé (dir.), *Atlas du Liban. Les nouveaux défis*, Beyrouth, Presses de l'Institut Français du Proche-Orient, p. 90-103.

FARAH Jihad et TELLER Jacques, 2015, « De la territorialisation des controverses : métropolisation, déterritorialisation et (re)territorialisation à Beyrouth », *Métropoles*, 5 juin 2015, n° 16.

FAVIER Agnès (dir.), 2001, *Municipalités et pouvoirs locaux au Liban*, Beyrouth, Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain (coll. « Les cahiers du CERMOC, ISSN 1607-0488 ; 24 »), vol. 1/, 438 p.

FAWAZ Mona, 2016, « Planning and the refugee crisis: Informality as a framework of analysis and reflection », *Planning Theory*, 2016, p. On Line first.

FAWAZ Mona, 2013, « Towards the right to the city in informal settlements » dans Tony Roshan Samara, Shenjing He et Guo Chen (dir.), *Locating Right to the City in the Global South*, s.l., Routledge, p. 23-40.

FAWAZ Mona, 2009, « Neoliberal Urbanity and the Right to the City: A View from Beirut's Periphery », *Development and Change*, 2009, vol. 40, n° 5, p. 827–852.

FAWAZ Mona (dir.), 2006, *Urban heritage and politics of the present : perspectives from the Middle East*, Beirut, Lebanon, American University in Beirut (coll. « City Debates 2005 »), 127 p.

FAWAZ Mona et BOU AKAR Hiba, 2012, « Practicing (In)Security in the City », *City & Society*, 2012, vol. 24, n° 2, p. 105-109.

FAWAZ Mona, SALAMÉ Dounia et SERHAN Isabella, 2018, « You can stay in Beirut. Towards inclusive urban housing policies ».

GRISEL Julien et MICHELON Benjamin, 2010, « Nahr-El-Bared (Liban) : reconstruction participative », *Urbanisme*, 2010, n° 374.

HANAFI Sari, 2012, « Les systèmes universitaires au Moyen-Orient arabe. Publish Globally and Perish Locally Vs. Publish Locally and Perish Globally », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 28 juin 2012, n° 131, p. 23-44.

HARB Mona, 2017, « Beyrouth Madinati, exemple d'activisme urbain », *Afkar/Idées*, 2017, Printemps, p. 16-19.

HARB Mona, 2016, *Cities and Political Change: How Young Activists in Beirut Bred an Urban Social Movement*, s.l., (coll. « Power2Youth Working Papers »).

HARB Mona (dir.), 2004, *The Lebanese national master plan*, Beirut, AUB.

HARB Mona et ATALLAH Sami (dir.), 2015, *Local Governments and Public Goods: Assessing Decentralization in the Arab World*, Beirut, LCPS and OSI.

HOUSSAY-HOLZSCHUCH M. et MILHAUD Olivier, 2013, « Geography after Babel – a view from the French province », *Geographica Helvetica*, 30 mai 2013, vol. 68, n° 1, p. 51-55.

KARAM Karam, 2007, « Résistances civiles ? » dans Franck Mermier et Elizabeth Picard (dir.), *Liban, une guerrre de trente-trois jours*, Paris, la Découverte, p. 51-57.

KHALAF Samir et KONGSTAD Per, 1973, *Hamra of Beirut: a case of rapid urbanization*, Leiden, Brill (coll. « Social, economic and political studies of the Middle East »).

KHURI Fuad I., 1975, *From village to suburb: order and change in greater Beirut*, Chicago, University of Chicago Press.

LAMY Sébastien, 2017, *Entretien avec Sébastien Lamy sur le droit de l'urbanisme au Liban: la nécessité d'une doctrine juridique*, http://www.jadaliyya.com/pages/index/26840/entretien-avec-sébastien-lamy-sur-le-droit-de-lurb , 29 septembre 2017, consulté le 29 octobre 2017.

LAMY Sébastien, 2015, *La règle d'urbanisme*, ALBA, Beyrouth, (coll. « MAJAL/GRIDAUH/COBATY »), 157 p.

LAMY Sébastien et IBRAHIM Sami, 2014, *Recueil des textes relatifs au droit de l'urbanisme et de la construction au Liban*, Liban, ALBA, Publications de l'Université de Balamand.

LUSSAULT Michel, 2013, *L'avènement du monde: essai sur l'habitation humaine de la Terre*, Paris, France, Éd. du Seuil, DL 2013, 296 p.

METRAL Françoise, MUTIN Georges et METRAL Jean (dir.), 1985, *Politiques urbaines dans le monde arabe: Table ronde*, Lyon, France, Maison de l'Orient (coll. « Etudes sur le monde arabe, ISSN 0295-6950 »), vol. 1/, 494 p.

NAGATI Omar et STRYKER Beth, 2013, *Archiving the city in flux. Cairo Shifting Landscape Since the January 25th Revolution*, Cairo, Cluster, 84 p.

NASR Salim, 1985, « La transition des chiites vers Beyrouth: mutations sociales et mobilisations communautaires à la veille de 1975 » dans *Mouvements communautaires et espaces urbains*

au Machreq, Beyrouth, CERMOC (coll. « Publications du CERMOC / Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain. - Beyrouth : CERMOC : Sindbad ; 10 »), vol. 1/, p. 87-116.

PAQUOT Thierry, LUSSAULT Michel et BODY-GENDROT Sophie (dir.), 2000, *La ville et l'urbain : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte (coll. « Textes à l'appui. Série L'État des savoirs, ISSN 1294-0933 »), 441 p.

PARNELL Susan et PIETERSE Edgar, 2016, « Translational Global Praxis: Rethinking Methods and Modes of African Urban Research », *International Journal of Urban & Regional Research*, janvier 2016, vol. 40, n° 1, p. 236-246.

RAYMOND Candice, 2007, « Samidon, trente-trois jours de mobilisation civile à Beyrouth » dans Franck Mermier et Elizabeth Picard (dir.), *Liban, une guerrre de trente-trois jours*, Paris, la Découverte, p. 58-65.

ROBINSON Jennifer, 2006, *Ordinary cities : between modernity and development*, Londres et New York, Routledge, 204 p.

SAKSOUK SASSO Abir, BEKDACHE Nadine, SHEIKH HASSAN Ismael et AL-HARITHY Howayda, 2010, « Beyond Compensation: the Post-War Reconstruction Battles of 'Aita al-Cha'b » dans *Lessons in Post-War Reconstruction. Case Studies from Lebanon in the Aftermath of the 2006 War*, Londres et New York, Routledge, p. 158-186.

SALIBA Robert (dir.), 2015, *Urban design in the Arab world: reconceptualizing boundaries*, Farnham, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, xix+276 p.

SALIBA Robert, 1998, *Beirut 1920-1940: domestic architecture between tradition and modernity*, Beirut, The Order of Engineers and Architects.

SALIBA Robert, 1991, *Morphological investigation of downtown Beirut: towards an urban design framework - part I : historical survey, cognitive structure, visual structure, symbolic structure*, Beirut, AUB.

SCHERRER Franck, 2010, « Le contrepoint des études urbaines et de l'urbanisme : ou comment se détacher de l'évidence de leur utilité sociale », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, hors-série #10, p. 187-195.

SEURAT Michel, 1985, « Le quartier de Bâb Tebâné à Tripoli (Liban). Etude d'une 'asabiya urbaine » dans *Mouvements communautaires et espaces urbains au Machreq*, Beyrouth, CERMOC (coll. « Publications du CERMOC / Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain).

SOUAMI Taoufik et VERDEIL Éric (dir.), 2006, *Concevoir et gérer les villes : milieux d'urbanistes du sud de la Méditerranée*, Paris-Beyrouth, Economica/Anthropos - IFPO (coll. « Villes (Paris), ISSN 1160-3690 »), 229 p.

STADNICKI Roman, 2015, « Urban Activism in Egypt: Emergence and Trajectories since the 2011 Revolution » dans M. Bellan et N. Von Maltzahn (dir.), *Divercities. Competing narratives and urban practices in Beirut, Cairo and Tehran*, Beyrouth, Orient Institut: Beiruter Stexe und Studien.

STRYKER Beth, NAGATI Omar et MOSTEFA Magda (dir.), 2013, *Learning from Cairo. Global Perspectives and Future Visions*, Cairo, Cluster & The American University in Cairo, 180 p.

TABET Jad, 1991, « La ville imparfaite » dans Nabil Beyhum (dir.), *Reconstruire Beyrouth. Les paris sur le possible*, Lyon, Maison de l'Orient, p. 85-120.

TOPALOV Christian, 2008, « Sociologie d'un étiquetage scientifique : urban sociology », *L'Année sociologique*, 20 mai 2008, vol. 58, n° 1, p. 203-234.

VAN DAMME Stéphane, 2005, « « Les sciences humaines à l'épreuve de la ville : les enjeux d'une archéologie des savoirs urbains (XVIIe-XXe siècles) » », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 2005, no 12, n° 1, p. 3-15.

VERDEIL Éric, 2012, « Beyrouth : les nouvelles lignes de front de la recherche urbaine », *Métropolitiques*, 21 mai 2012.

VERDEIL Éric, 2011, *Beyrouth et ses urbanistes : une ville en plans (1946-1975)*, Beyrouth, Presses de l'IFPO, 393 p.

VERDEIL Éric, 2008, « State development policy and specialised engineers. The case of urban planners in post-war Lebanon », *Savoir Travail Société / Knowledge Work Society*, 2008, vol. 5, n° 1, p. 29-51.

VERDEIL Éric, 2006, « L'ingénierie indépendante comme médiateur », *Les Cahiers de l'IAURIF*, mars 2006, n° 144, p. 148-151.

VERDEIL Éric, FAOUR Ghaleb et HAMZE Mouin (dir.), 2016, *Atlas du Liban. Les nouveaux défis*, Beyrouth, Presses de l'Institut Français du Proche-Orient, 112 p.

VERDEIL Éric, FAOUR Ghaleb et VELUT Sébastien, 2007, *Atlas du Liban. Territoires et société*, Beyrouth, IFPO, XIV+208 p.

ZUKIN Sharon, 2011, « Is there an urban sociology? Questions on a field and a vision », *Sociologica*, 2011, n° 3, p. 1-18.